

TROISIÈME TRIMESTRE

Rapport du troisième trimestre
de l'exercice 2019 aux actionnaires



Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2019

Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire de 0,28 \$¹ au troisième trimestre

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

TORONTO, le 13 février 2019 – Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 clos le 31 décembre 2018, Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord Genuity » ou la « Société »; TSX : CF) a généré des produits des activités ordinaires de 331,6 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹, la Société a comptabilisé un résultat net³ de 36,8 millions \$, ou un résultat net de 34,5 millions \$ attribuable aux actionnaires ordinaires² (0,28 \$ par action ordinaire). Compte tenu de tous les éléments importants, selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net³ de 32,5 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 30,1 millions \$ (0,25 \$ par action ordinaire).

« Au cours du trimestre, nous avons à nouveau affiché une croissance robuste des produits des activités ordinaires au titre de nos activités mondiales sur les marchés des capitaux de même que des résultats stables au titre de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, ce qui nous place en excellente position pour dégager un autre rendement solide pour l'exercice considéré, a déclaré Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Nous avons pris d'importantes mesures pour poursuivre l'expansion de nos activités mondiales de gestion de patrimoine et pour consolider nos activités sur les marchés des capitaux. Par conséquent, nous sommes persuadés que nos efforts continueront de se traduire par un rendement toujours plus avantageux et durable pour nos actionnaires. »

Troisième trimestre de l'exercice 2019 par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2018

- Produits des activités ordinaires de 331,6 millions \$, en hausse de 7,2 %, ou 22,2 millions \$, par rapport à 309,4 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 285,7 millions \$, en hausse de 10,2 %, ou 26,5 millions \$, comparativement à 259,2 millions \$¹
- Charges de 291,0 millions \$, en hausse de 10,8 %, ou 28,4 millions \$, en regard de 262,6 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire (« RPA ») après dilution de 0,28 \$, par rapport à un résultat par action ordinaire de 0,31 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net³ de 36,8 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 39,2 millions \$¹
- Résultat net³ de 32,5 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 36,6 millions \$
- RPA après dilution de 0,25 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,29 \$

Troisième trimestre de l'exercice 2019 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

- Produits des activités ordinaires de 331,6 millions \$, en hausse de 10,5 %, ou 31,6 millions \$, par rapport à 300,0 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 285,7 millions \$, en hausse de 9,1 %, ou 23,8 millions \$, comparativement à 261,9 millions \$¹
- Charges de 291,0 millions \$, en hausse de 3,8 %, ou 10,7 millions \$, en regard de 280,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA après dilution de 0,28 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,23 \$¹

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	42	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	45
Message aux actionnaires	9	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	43	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	46
Rapport de gestion	11	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	44	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	47

- Compte non tenu des éléments importants, résultat net³ de 36,8 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 28,9 millions \$¹
- Résultat net³ de 32,5 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 13,1 millions \$
- RPA après dilution de 0,25 \$, par rapport à un résultat par action ordinaire de 0,09 \$

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018 (période de neuf mois close le 31 décembre 2018 par rapport à la période de neuf mois close le 31 décembre 2017)

- Produits des activités ordinaires de 905,8 millions \$, en hausse de 29,2 %, ou 205,0 millions \$, par rapport à 700,8 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 792,4 millions \$, en hausse de 23,4 %, ou 150,0 millions \$, comparativement à 642,4 millions \$¹
- Charges de 823,5 millions \$, en hausse de 24,3 %, ou 160,8 millions \$, en regard de 662,8 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA après dilution de 0,69 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,33 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net³ de 90,7 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 44,3 millions \$¹
- Résultat net³ de 64,2 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 26,8 millions \$
- RPA après dilution de 0,48 \$, par rapport à un résultat par action ordinaire de 0,17 \$

Situation financière à la fin du troisième trimestre de 2019 comparativement au quatrième trimestre de 2018

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 930,9 millions \$, en hausse de 68,1 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$
- Fonds de roulement de 644,4 millions \$, en hausse de 68,8 millions \$ par rapport à 575,6 millions \$
- Total des capitaux propres de 839,2 millions \$, en baisse de 2,2 millions \$ en regard du T4/18
- Valeur comptable par action ordinaire après dilution de 6,04 \$, en hausse de 0,33 \$ par rapport à 5,71 \$⁴
- Le 13 février 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mars 2019.
- Le 13 février 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} avril 2019 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2019 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} avril 2019 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2019.

Sommaire des activités

SIÈGE SOCIAL

- Le 10 août 2018, la Société a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, des actions ordinaires de la Société, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles canadiens. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées est de 5 677 589, ce qui représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 152 200 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. 876 500 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, et 29 500 actions ont été achetées, mais n'étaient pas encore annulées au 31 décembre 2018.
- Le 3 décembre 2018, la Société a lancé sa nouvelle marque, qui fait désormais partie intégrante de l'ensemble de ses communications, de ses produits et de ses expériences. Cette nouveauté reflète les changements transformateurs apportés à l'échelle de la Société, celle-ci faisant des progrès considérables au chapitre de sa stratégie visant à améliorer l'alignement à l'échelle de ses activités et à transformer la composition de ses activités pour produire des résultats toujours plus prévisibles et durables.
- Le 29 janvier 2019, la Société a annoncé l'ajout de McCarthy Taylor Ltd. à ses activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Cet ajout s'inscrit dans l'objectif de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui consiste à élargir sa présence nationale et son offre de services de placement et de la planification patrimoniale entièrement intégrés.
- Le 13 février 2019, la Société a annoncé l'acquisition de la totalité d'un petit cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan, Petsky Prunier LLC. (« Petsky Prunier »), établi à New York, dans le cadre d'un achat d'actifs pour une contrepartie initiale de 40 millions \$ (30 millions \$ US) au comptant et de 20 millions \$ (15 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société qui seront émises sur une période de trois ans. Une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 53,2 millions \$ (40 millions \$ US) sera versée au comptant sur une période de quatre ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de produits au cours de ladite période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, Petsky Prunier a généré des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$ US. Tous les associés clés de Petsky Prunier ont conclu des contrats d'emploi avec la Société.

Cette acquisition cadre avec l'objectif de la Société visant l'expansion de sa base de coûts fixes dans cette région et la diversification de ses sources de produits, à l'appui de l'élargissement de la gamme de produits et de services offerts aux clients en vue de saisir une part de marché plus importante dans ses secteurs dominants, tout particulièrement ceux du marché intermédiaire de la technologie et des soins de santé.

- M. Dvai Ghose quittera son poste de chef de la recherche et chef du développement stratégique le 31 mars 2019. M. Derek Dley exercera les fonctions d'administrateur de la recherche au Canada, à compter du 1^{er} avril 2019.
- M. Andrew (Andy) Viles a été nommé vice-président exécutif et chef du contentieux du Groupe Canaccord Genuity Inc. En cette qualité, il assurera la coordination et la surveillance unifiée des fonctions du contentieux, du cadre réglementaire et de la conformité pour l'ensemble des entreprises du Groupe Canaccord Genuity et dans toutes les régions où il exerce ses activités. M. Viles s'est joint à Canaccord Genuity en 2003 et occupait jusqu'à tout récemment le poste de chef de la conformité de la division nord-américaine des marchés des capitaux. Il continuera d'assumer les fonctions de

chef des affaires juridiques de l'entité américaine pour le compte de laquelle il gère toutes les questions d'ordre juridique visant les États-Unis, notamment celles liées aux activités de financement de sociétés. Avant de rejoindre les rangs de Canaccord Genuity, M. Viles était un des associés des services aux entreprises du cabinet d'avocats national Goodwin Procter LLP. En tant qu'avocat chevronné, spécialisé en valeurs mobilières, il a acquis une expérience considérable en matière de services de consultation sur les fusions et acquisitions, les restructurations d'entreprises, le financement de sociétés et les transactions sur les marchés des capitaux. M. Viles détient un baccalauréat ès arts du Bates College à Lewiston, dans le Maine, et un doctorat en jurisprudence de la Boston University School of Law. Il est membre du Barreau du Massachusetts et de l'American Bar Association.

MARCHÉS DES CAPITAUX

- Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 209,4 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, a enregistré un résultat net avant impôt sur le résultat de 31,7 millions \$¹.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 61 transactions à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit de 2,3 milliards \$ CA⁵ au cours du T3/19.
- Au cours du T3/19, englobant les 61 transactions menées à l'échelle internationale, Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 104 transactions de financement de sociétés dans le monde, mobilisant ainsi un produit total de 6,3 milliards \$ CA⁵.
- Au cours du T3/19, les transactions de financement de sociétés importantes pour Marché des capitaux Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 520,1 millions \$ CA pour Curaleaf Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 314,2 millions \$ US pour Acreage Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 305,0 millions \$ US pour BioPharma Credit plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 218,1 millions \$ US pour Harvest Health & Recreation à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 120,2 millions \$ CA pour Tilt Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 108,5 millions £ pour Triple Point Social Housing REIT plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 107,3 millions \$ CA pour Cresco Labs, LLC à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 85,1 millions \$ US pour Canaccord Genuity Growth Corp. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 79,0 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 76,0 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 75,0 millions \$ CA pour MedMen Enterprises Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 60,6 millions \$ AU pour Redbubble Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 57,6 millions \$ CA pour Wayland Group (MariCann) à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 51,8 millions \$ CA pour Namaste Technologies Inc. à la Bourse de croissance TSX
 - Une transaction de 42,9 millions \$ US pour VBI Vaccines Inc au Nasdaq
 - Une transaction de 42,2 millions \$ US pour The Lovesac Company au Nasdaq
 - Une transaction de 46,0 millions \$ CA pour Patriot One Technologies Inc à la Bourse de croissance TSX
 - Une transaction de 35,0 millions \$ CA pour DionyMed Holdings à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 33,1 millions \$ AU pour Fluence Corporation Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 23,4 millions \$ AU pour Westgold Resources Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 23,0 millions \$ CA pour Sunniva Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 21,2 millions \$ CA pour MJAR Holdings Corp. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 20,8 millions \$ CA pour Sproutly Canada Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 20,1 millions \$ CA pour Westleaf Cannabis Inc. à la Bourse de croissance TSX
 - Une transaction de 20,0 millions £ pour Litigation Capital Management Limited à l'AIM
 - Une transaction de 17,3 millions \$ US pour CPI Aerostructures, Inc à la Bourse de New York
 - Une transaction de 17,0 millions \$ US pour Histogenics Corporation au Nasdaq
 - Une mobilisation de capitaux de 15,5 millions \$ AU pour Bellevue Gold Limited à la Bourse d'Australie
 - Un placement de 11,7 millions £ pour Gresham House plc à l'AIM
- Au Canada, Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 358,7 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T3/19.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 40,0 millions \$ au cours du T3/19, en hausse de 8,0 millions \$, ou 24,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T3/19, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Michelin dans le cadre de son acquisition de Camso Inc. pour un montant de 1,7 milliard \$ US
 - Conseiller de Small World dans le cadre de sa vente à Equistone Partners Europe
 - Conseiller de Dedalus dans le cadre de son acquisition de DL Santé
 - Conseiller de Tawana Resources NL dans le cadre de sa fusion avec Alliance Mineral Assets Ltd.
 - Conseiller de ICC Labs Inc. dans le cadre de sa vente à Aurora Cannabis Inc. pour un montant de 290 millions \$ CA
 - Conseiller de Reis, Inc. dans le cadre de son acquisition par Moody's Corporation
 - Conseiller de Dentressangle dans le cadre de son acquisition d'Acteon Group
 - Conseiller de Alston Gayler and Co Limited dans le cadre de sa vente à Miller Insurance Services Limited, du groupe Willis Towers Watson
 - Conseiller d'Amplio Energy dans le cadre de la vente du portefeuille d'énergie solaire italien à un consortium constitué de Plenum Partners, d'Equitix et d'Access Capital Partners
 - Conseiller d'Eurazeo PME dans le cadre de la vente de Vignal Lighting Group à EMZ Partners

- Conseiller de MJardin Group, Inc. dans le cadre de son acquisition de GrowForce Holdings Inc. pour un montant de 293,2 millions \$ CA
- Conseiller de Tendril Networks, Inc. dans le cadre de l'obtention d'une participation majoritaire dans Rubicon Technology Partners
- Conseiller de Jenkins Shipping dans le cadre de sa vente à Alcuin Capital Partners
- Conseiller de Tessi dans le cadre de la vente de CPoR pour un montant de 100 millions €
- Conseiller de Mason Resources Corp. dans le cadre de sa vente à Hudbay Minerals Inc pour un montant de 35,0 millions \$ CA
- Conseiller de Sherrill Inc. dans le cadre de son acquisition par Platte River Equity

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 116,0 millions \$ au T3/19.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 60,2 milliards \$ à la fin du T3/19⁴, une diminution de 8,5 % par rapport à 65,8 milliards \$ à la fin du T2/19 et une augmentation de 1,7 % par rapport à 59,2 milliards \$ à la fin du T3/18, en raison de l'effet négatif des fluctuations du marché à la fin de décembre 2018.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 54,2 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat net de 8,9 millions \$ au T3/19.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 18,3 milliards \$ au 31 décembre 2018, en baisse de 7,5 % en regard de 19,7 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 26,4 % en regard de 14,5 milliards \$ à la fin du T3/18⁴.
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 4,0 milliards \$ au 31 décembre 2018, en baisse de 4,9 % en regard de 4,2 milliards \$ à la fin du trimestre précédent, et en hausse de 39,3 % en regard de 2,8 milliards \$ à la fin du T3/18⁴. Ces actifs sont inclus dans les actifs totaux sous administration. La diminution des actifs sous gestion et administration du T2/19 au T3/19 est attribuable à une baisse de la valeur marchande vers la fin de décembre 2018.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 150 équipes de conseillers⁶ à la fin du T3/19, soit le même nombre qu'au 30 septembre 2018 et seize équipes de plus qu'au 31 décembre 2017.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 61,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 10,6 millions \$ avant impôt au T3/19¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) atteignaient 41,2 milliards \$ (23,8 milliards £) au 31 décembre 2018, en baisse de 9,0 % en regard de 45,2 milliards \$ (26,9 milliards £) à la fin du trimestre précédent et en baisse de 6,0 % par rapport à 43,8 milliards \$ (25,8 milliards £) au 31 décembre 2017⁴. En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 décembre 2018 ont diminué de 11,5 % par rapport à ceux au 30 septembre 2018 et de 7,9 % par rapport à ceux du 31 décembre 2017⁴. La diminution des actifs sous gestion du T2/19 au T3/19 est attribuable à une baisse de la valeur marchande vers la fin de décembre 2018.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

5) Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

6) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrites aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, du règlement en actions d'un billet payable émis en contrepartie de l'acquisition au gré de la Société et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, des débetures convertibles et un billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») de la Société qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	331 600 \$	309 442 \$	7,2 %	905 759 \$	700 797 \$	29,2 %
Total des charges selon les IFRS	290 991 \$	262 559 \$	10,8 %	823 538 \$	662 752 \$	24,3 %
Produits des activités ordinaires						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	331 600 \$	309 442 \$	7,2 %	905 759 \$	700 797 \$	29,2 %
Charges						
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux</i>						
<i>Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	639	579	10,4 %	1 857	1 738	6,7 %
Frais de restructuration ²	—	—	—	1 316	4 704	(72,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 173	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine</i>						
<i>Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 745	2 820	(2,7) %	8 353	5 406	54,5 %
Frais de restructuration ²	—	—	—	—	2 000	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	170	—	négl.	170	6 548	(96,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition ³	1 490	—	négl.	4 530	—	négl.
Frais de développement ⁴	245	—	négl.	245	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	négl.	13 500	—	négl.
Total des éléments importants	5 289	3 399	55,6 %	31 144	20 396	52,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	285 702	259 160	10,2 %	792 394	642 356	23,4 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	45 898 \$	50 282 \$	(8,7) %	113 365 \$	58 441 \$	94,0 %
Impôt sur le résultat – ajusté	9 055	11 100	(18,4) %	22 620	14 096	60,5 %
Résultat net – ajusté	36 843	39 182	(6,0) %	90 745	44 345	104,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	34 491 \$	34 665 \$	(0,5) %	82 433 \$	35 008 \$	135,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,35 \$	0,38 \$	(7,9) %	0,86 \$	0,38 \$	126,3 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,28 \$	0,31 \$	(9,7) %	0,69 \$	0,33 \$	109,1 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

2) Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 avaient trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement et comptabilisés dans les frais de développement.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni.

négl.: négligeable

RÉSULTATS SECTORIELS POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Compte non tenu des éléments importants ^A Total	IFRS Total
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)					
Produits des activités ordinaires	209 373 \$	115 979 \$	6 248 \$	331 600 \$	331 600 \$
Charges	(173 649)	(98 136)	(19 206)	(290 991)	(290 991)
Imputations intersectorielles	(4 628)	(3 030)	7 658	—	—
Résultat avant impôt sur le résultat et éléments importants	31 096 \$	14 813 \$	(5 300) \$	40 609 \$	40 609 \$
<i>Éléments importants^A</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	639	2 745	—	3 384	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition	—	1 490	—	1 490	—
Frais de développement	—	245	—	245	—
Frais connexes aux acquisitions	—	170	—	170	—
Total des éléments importants	639	4 650	—	5 289	—
Résultat avant impôt sur le résultat	31 735	19 463	(5 300)	45 898	40 609
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat ^B	(9 142)	(4 035)	4 122	(9 055)	(8 151)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	—	—	(1)	(1)
Dividendes sur actions privilégiées ^C	(1 513)	(838)	—	(2 351)	(2 351)
Non sectoriel et autres ^C	(758)	(420)	1 178	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	20 321	14 170	—	34 491	30 106
Facteurs du RPA après dilution					
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt ^C	1 095	606	—	1 701	1 701
	21 416	14 776	—	36 192	31 807
Nombre moyen d'actions, après dilution ^D	129 169	129 169		129 169	129 169
Résultat par action, après dilution, compte non tenu des éléments importants ^A	0,17 \$	0,11 \$		0,28 \$	
Résultat par action, après dilution selon les IFRS					0,25 \$

A) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

B) Répartition de la provision pour impôt consolidée en fonction de l'estimation faite par la direction par région et par division.

C) Répartition aux secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires.

D) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

RÉSULTATS SECTORIELS POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2018

				<i>Compte non tenu des éléments importants^A</i>	<i>IFRS</i>
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Total
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)					
Produits des activités ordinaires	544 279 \$	344 681 \$	16 799 \$	905 759 \$	905 759 \$
Charges	(465 830)	(289 129)	(68 579)	(823 538)	(823 538)
Imputations intersectorielles	(13 043)	(10 048)	23 091	—	—
Résultat avant impôt sur le résultat et éléments importants	65 406 \$	45 504 \$	(28 689) \$	82 221 \$	82 221 \$
<i>Éléments importants^A</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 857 \$	8 353 \$	—	10 210 \$	—
Frais de restructuration	1 316	—	—	1 316	—
Frais connexes aux acquisitions	1 173	170	—	1 343	—
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	13 500	13 500	—
Frais de développement	—	245	—	245	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition	—	4 530	—	4 530	—
Total des éléments importants	4 346	13 298	13 500	31 144	—
Résultat avant impôt sur le résultat	69 752	58 802	(15 189)	113 365	82 221
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ^B	(18 771)	(10 449)	6 600	(22 620)	(17 987)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 259)	—	—	(1 259)	(1 259)
Dividendes sur actions privilégiées ^C	(4 318)	(2 735)	—	(7 053)	(7 053)
Non sectoriel et autres ^C	(5 259)	(3 330)	8 589	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	40 145	42 288	—	82 433	55 922
Facteurs du RPA après dilution					
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt ^C	3 353	2 123	—	5 476	5 476
	43 498	44 411	—	87 909	61 398
Nombre moyen d'actions, après dilution ^D	127 633	127 633		127 633	127 633
Résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants ^A	0,34 \$	0,35 \$		0,69 \$	
Résultat par action, après dilution selon les IFRS					0,48 \$

A) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

B) Répartition de la provision pour impôt consolidée en fonction de l'estimation faite par la direction par région et par division.

C) Répartition aux secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires.

D) S'entend du nombre d'actions diluées utilisés pour calculer le RPA après dilution.

Chers actionnaires,

Au cours des derniers mois de 2018, le cours des actions mondiales a fait l'objet d'un recul marqué en raison des inquiétudes persistantes entourant les activités de négociation et la croissance de l'économie. De ce fait, le trimestre clos le 31 décembre 2018 s'est avéré l'un des plus décevants depuis de nombreuses années, les craintes quant aux perspectives de l'économie mondiale s'étant intensifiées en raison du contexte de resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale, des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et de l'incertitude politique régnant au Royaume-Uni et en Europe.

C'est dans ce contexte difficile que nous avons néanmoins affiché, à l'échelle de la Société, des produits des activités ordinaires trimestriels record de 331,6 millions \$, soit une hausse de 7,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base ajustée¹, Groupe Canaccord Genuity Inc. a inscrit un résultat net avant impôt de 45,9 millions \$ et un résultat par action après dilution de 0,28 \$, portant ainsi respectivement notre résultat avant impôt ajusté et notre résultat par action après dilution pour les neuf premiers mois de l'exercice à 113,4 millions \$ et 0,69 \$, ce qui dépasse largement les résultats sur 12 mois enregistrés pour l'ensemble de l'exercice précédent.

En demeurant axés sur la croissance des produits des activités ordinaires et sur le contrôle des coûts, nous avons amélioré considérablement notre marge, et ce, tout en alimentant la croissance. Sur une base ajustée, notre marge bénéficiaire avant impôt pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 a progressé de 4,2 points de pourcentage en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Nous avons également affecté davantage de capitaux au rachat d'actions. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 1 028 700 actions ont été rachetées et annulées. Nous prévoyons maintenir notre programme de rachat d'actions au cours du quatrième trimestre de l'exercice.

Les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2019 reflètent notre priorité visant à canaliser nos efforts sur l'accroissement de la contribution de sociétés stables et à marges élevées, à l'heure où nous sommes à l'affût des possibilités dans des secteurs où nous possédons des connaissances éprouvées.

C'est dans cette optique que nous avons annoncé aujourd'hui l'acquisition de Petsky Prunier, cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan établi à New York et spécialisé dans les secteurs du marché intermédiaire de la technologie et des soins de santé. Depuis un certain temps déjà, nous évaluons les occasions susceptibles d'accroître l'envergure de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis pour obtenir, notamment, des apports accrus de la part des services de consultation à marges plus élevées. Le regroupement de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Petsky Prunier nous permettra d'offrir un éventail impressionnant de services aux clients des deux sociétés, qui bénéficieront, de surcroît, d'une portée et d'une prestation de services de consultation grandement rehaussées, ainsi que de capacités de vente, de négociation et de recherche sur les actions intégrées à l'échelle mondiale et offertes par le truchement de notre plateforme des marchés des capitaux élargie. Ce regroupement étant parfaitement adapté à notre culture, nous comptons renforcer considérablement notre position sur le marché des services consultatifs du marché intermédiaire dans cette région.

La transaction a été structurée de façon à favoriser le partenariat et la collaboration, éléments essentiels à l'appui de la croissance et de la stabilité à l'échelle de notre plateforme. La transaction sera favorable au résultat et nous sommes persuadés qu'elle constituera une valeur ajoutée pour nos actionnaires, à mesure que nous diversifions nos sources de produits aux États-Unis pour donner du tonus à nos résultats financiers.

Promouvoir notre leadership sur le marché au moyen de capacités incomparables en matière d'exécution sur le marché intermédiaire et de prestation de services de consultation

Nos activités mondiales sur les marchés des capitaux ont été le principal vecteur des résultats du troisième trimestre de l'exercice, ayant contribué à hauteur de 62,0 % au résultat net avant impôt ajusté généré par l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Le total des produits des activités ordinaires tirés de ces secteurs d'exploitation s'est élevé à 209,4 millions \$ pour le trimestre, les activités au Canada et aux États-Unis s'étant particulièrement distinguées.

La vigueur de nos activités au Canada est attribuable à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, qui témoigne de l'apport accru des activités de Jitneytrade. Malgré la légère diminution des produits tirés des activités de financement de sociétés et des honoraires de consultation en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, nous sommes demeurés au premier rang des preneurs fermes d'actions au Canada au cours du trimestre. Je tiens d'ailleurs à souligner que Canaccord Genuity a été le chef de file des activités de prise ferme d'actions au Canada pour l'année civile 2018, selon les données du classement de FPIinfomart. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis nous ont permis d'atteindre la rentabilité pour un cinquième trimestre consécutif, rentabilité qui découle de la hausse des produits des activités ordinaires dans l'ensemble des secteurs, notamment en ce qui concerne les honoraires et les commissions ainsi que les activités de financement de sociétés et de services de consultation.

Conformément à nos prévisions, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont renoué avec la rentabilité, ce qui s'explique essentiellement par la réalisation de certains mandats de consultation importants au cours du troisième trimestre de l'exercice considéré, laquelle s'est traduite par une augmentation de 19,6 % d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires générés dans ce secteur. Au cours du trimestre, ce secteur a également présenté une hausse marquée au titre des produits tirés du financement de sociétés, notamment grâce à l'apport de notre équipe de courtage, qui a obtenu sept nouveaux mandats au cours du troisième trimestre de l'exercice, portant à 23 le nombre de nouveaux mandats qu'elle a obtenus au cours des 12 derniers mois. Nous avons continué à prioriser la gestion de ces activités afin d'en tirer des résultats stables et constants. Enfin, les résultats de nos activités en Australie ont subi les contrecoups de pertes sur l'évaluation à la valeur de marché au titre de leurs positions liées aux titres détenus assorties de frais fixes. Les activités dans ce secteur ont néanmoins progressé dans les classements régionaux et nous permettent de nous tailler une place de plus en plus solide à titre de banque d'investissement indépendante de premier plan tournée vers le marché intermédiaire, grâce à l'approfondissement de nos connaissances du domaine et à l'entretien de nos relations dans la région, le tout de façon à accroître notre part de marché dans nos secteurs cibles.

¹ Le résultat ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et aux IFRS que la Société désigne habituellement sous le nom de « résultat net, compte non tenu des éléments importants ». Se reporter aux mesures non conformes aux IFRS du rapport de gestion de la Société.

De toute évidence, les événements survenus sur le marché au cours du troisième trimestre de l'exercice nous ont permis de démontrer la souplesse de notre plateforme indépendante, puisque nous avons à nouveau présenté une feuille de route exemplaire pour ce qui est de faire prospérer les sociétés émergentes dans un contexte économique très variable.

Accroissement continu de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'au Canada

À la fin du troisième trimestre de l'exercice considéré, le total des actifs pour le compte des clients tirés de nos activités mondiales de gestion de patrimoine s'est établi à 60,2 milliards \$, ce qui représente une légère augmentation en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent, mais une diminution séquentielle de 8,5 %. Cette dernière est entièrement attribuable au recul des marchés au cours de la période considérée, mais nous constatons toutefois qu'il est moins prononcé que les replis observés sur le marché des actions mondiales. Le contexte économique plus stable du début du quatrième trimestre de l'exercice a favorisé le retour à des évaluations plus normales, et nous continuons notre croissance dans l'ensemble de nos activités.

Nos activités mondiales de gestion de patrimoine combinées ont généré des produits des activités ordinaires de 116,0 millions \$ au troisième trimestre, soit une hausse de 6,0 % d'un exercice à l'autre, attribuable en grande partie à l'accroissement des produits tirés des commissions et des produits d'intérêts issus de nos activités au Canada. Le résultat net avant impôt ajusté demeure inchangé par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, faisant état de l'augmentation de la charge de rémunération et des primes de recrutement liées à notre stratégie de croissance.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont été fructueuses pour un huitième trimestre d'affilée. Les actifs dans ce secteur ont bondi de 26,4 % d'un exercice à l'autre, à la lumière de nos initiatives de recrutement et de la hausse de nos valeurs de marché au cours de l'exercice. Compte tenu des niveaux d'actifs courants, nous sommes persuadés que ce secteur demeurera rentable et, par conséquent, nous sommes à l'affût d'initiatives susceptibles d'améliorer les marges à plus long terme.

Après la clôture du trimestre, nous avons annoncé l'acquisition par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe de McCarthy Taylor, société de services consultatifs financiers indépendante dont le siège social est situé à Worcester et qui offre ses services aux clients de la région des Midlands du Royaume-Uni. McCarthy Taylor fournit des services de planification financière sur mesure et des services de gestion discrétionnaire de placements, et gère des actifs d'environ 171 millions £² pour le compte de clients. Au-delà de majorer la croissance de nos actifs pour le compte de clients, cette acquisition s'inscrit dans notre objectif visant à accroître notre présence à l'échelle mondiale et à élargir notre gamme de services de placement et de planification du patrimoine entièrement intégrés dans cette région importante. Nous demeurons engagés envers ces activités et nous poursuivons certaines occasions en vue de diversifier notre offre dans la région.

Même si nous nous attendons à ce que l'incidence des événements survenus sur le marché depuis décembre 2018 soit reflétée dans une certaine mesure dans les résultats du quatrième trimestre de l'exercice considéré, nous continuons d'accroître nos actifs pour le compte de clients et de bâtir sur nos assises professionnelles au Canada, et nous étudions les possibilités d'acquisition au Royaume-Uni et en Europe. À terme, nous souhaitons mettre l'accent sur une croissance durable et sur la pérennité des actifs pour le compte de clients. Nous investissons de surcroît dans le développement de produits et l'élaboration de stratégies pour offrir des services toujours plus pertinents à nos clients et nous tailler une part encore plus avantageuse du marché de la gestion de patrimoine.

Les données fondamentales du contexte macroéconomique mondial demeurent favorables à court terme et nous maintenons une perspective constructive quant aux niveaux d'activité dans l'ensemble de nos activités à court et à moyen terme. Nous entrevoyons des occasions de croissance productive dans tous nos secteurs et nous déployons nos ressources en conséquence.

Dans le cadre de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, nous continuons à recruter en fonction de notre stratégie tout en recherchant des occasions à l'appui de l'expansion des activités. Nous investissons en vue d'élargir notre éventail de produits et fournissons à nos experts en placement les ressources nécessaires à une prestation de services hors pair aux clients. Puisque le contexte de marché traverse une période de changement, nous anticipons que l'appétit des investisseurs pour une gestion de portefeuille active ainsi que pour d'autres services axés sur les conseils s'aiguïsera et nous nous positionnons dans ce sens.

Le travail que nous effectuons est essentiel au maintien de la vigueur du marché des sociétés de petite et moyenne capitalisation et des investisseurs qui les soutiennent. Nous prévoyons que les transactions entre les sociétés et les commanditaires se poursuivront dans tous nos principaux marchés, les sociétés cherchant à tenir tête à la concurrence dans une économie mondiale qui évolue rapidement.

Nous demeurons engagés à répondre judicieusement aux besoins de nos clients tout en tablant sur un style de gestion à l'appui d'une croissance rentable. Nous nous attendons à ce que nos efforts continuent à porter leurs fruits, en dégagant un rendement toujours plus robuste et durable pour nos actionnaires.

DAN DAVIAU

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Rapport de gestion

Troisième trimestre de l'exercice 2019 et périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 – ce document est daté du 13 février 2019

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans sa situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, la période de trois mois close le 31 décembre 2018 est aussi désignée par les termes « troisième trimestre de 2019 », « T3/19 » et « troisième trimestre de l'exercice 2019 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Marchés des capitaux Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018, qui commencent à la page 42 du présent rapport, la notice annuelle datée du 25 juin 2018 et le rapport de gestion annuel de 2018, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 6 juin 2018 (« rapport annuel de 2018 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2018, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, de la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et des risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Les facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires non audités et les états financiers consolidés annuels audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2018 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2019 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et dans son rapport annuel de 2018 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 (les « états financiers du troisième trimestre de 2019 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du troisième trimestre de 2019 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2018.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP ») comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, du règlement en actions d'un billet payable émis en contrepartie de l'acquisition au gré de la Société et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, des débetures convertibles et un billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (« ASA ») et les actifs sous gestion (« ASG ») représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrits aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

Conjoncture du marché au cours du T3 de l'exercice 2019

Contexte économique

Vers la fin du troisième trimestre de l'exercice 2019, les marchés boursiers ont fait marche arrière, affichant de manière généralisée des rendements négatifs. Au cours de la période, les actions mondiales, le S&P 500, le S&P/TSX et les marchés émergents ont reculé respectivement de 12,7 %, 13,5 %, 10,1 % et 7,4 %. Les tensions commerciales à l'échelle mondiale, la hausse des taux d'intérêt, la robustesse du dollar américain et l'augmentation des prix du pétrole ont favorisé le resserrement des conditions de financement au cours du premier semestre de l'exercice 2019, ce qui a vraisemblablement contribué au rendement négatif du marché boursier. En outre, la position adoptée par la Réserve fédérale américaine a certainement exacerbé les craintes des investisseurs quant à une hausse des taux d'intérêt au cours de l'année civile 2019, tout comme l'accroissement de la peur liée à l'éventualité d'une récession économique, qui s'est traduite par une perte d'intérêt provisoire pour les actifs à risque.

Financement de sociétés et consultation

Tout en sachant que la volatilité accrue du marché pourrait nuire aux activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans certains de nos secteurs, nous observons que les actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation semblent plutôt être axées sur le marché national. Les activités au cours du T3/19 ont maintenu leur dynamisme, en dépit de la volatilité plus marquée observée dans les marchés boursiers et des rendements négatifs des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation, comme en fait état le tableau ci-après. Par conséquent, ces actions paraissent moins sensibles aux tensions commerciales et aux risques macroéconomiques et géopolitiques mondiaux que celles des sociétés à grande capitalisation. Étant donné que les prix de produits de base devraient se redresser au cours des prochains mois, nous anticipons également que les évaluations moins élevées pourront stimuler les activités de fusions et acquisitions dans les secteurs des ressources naturelles, comme en témoignent les récents regroupements d'entreprises.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T3/18		T4/18		T1/19		T2/19		T3/19		
	12/29/2017	(d'un exercice à l'autre)	3/30/2018	(d'un exercice à l'autre)	6/29/2018	(d'un exercice à l'autre)	9/28/2018	(d'un exercice à l'autre)	12/31/2018	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	301,8	34,5 %	306,1	21,7 %	277,6	8,3 %	259,8	-6,7 %	238,4	-21,0 %	-8,3 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	258,6	34,6 %	261,1	22,1 %	239,1	5,8 %	236,3	-2,1 %	218,6	-15,5 %	-7,5 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les entreprises à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la situation économique et des marchés des capitaux mondiaux et les incertitudes concernant le Brexit pourraient gêner l'activité de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux visant le marché des petites et moyennes entreprises, mais, par contre, offrir de bonnes occasions pour nos activités de restructuration.

Négociation

Les fluctuations des marchés boursiers, des prix des produits de base et des rendements des obligations ont tendance à stimuler les activités de négociation. Par conséquent, la flambée de la volatilité survenue au cours du troisième trimestre s'est traduite par une augmentation des volumes de transactions aux États-Unis, en Europe et au Canada par rapport aux seuils atteints au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Nous nous attendons toujours à ce que la mise en œuvre des règles de la directive MiFID II dans certains territoires où nous exerçons nos activités puisse éventuellement avoir une incidence négative sur les volumes de négociation à moyen et à long terme.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	T3/18		T4/18		T1/19		T2/19		T3/19		
	29 déc. 2017	(d'un exercice à l'autre)	30 mars 2018	(d'un exercice à l'autre)	29 juin 2018	(d'un exercice à l'autre)	28 sept. 2018	(d'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)
Russell 2000	1511,5	17,4 %	1554,1	13,0 %	1608,2	15,7 %	1698,4	19,9 %	1496,8	-1,0 %	-11,9 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1853,4	16,5 %	1914,1	12,2 %	1932,6	11,7 %	2011,4	15,2 %	1824,1	-1,6 %	-9,3 %
FTSE 100	7480,4	8,0 %	7354,7	1,1 %	7544,7	2,1 %	7553,0	2,3 %	6991,6	-6,5 %	-7,4 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1107,9	18,0 %	1104,5	10,0 %	1115,8	4,5 %	1123,5	4,9 %	1012,0	-8,7 %	-9,9 %
S&P/TSX	15982,8	7,0 %	15746,2	1,3 %	15872,1	2,6 %	16303,8	7,4 %	15042,0	-5,9 %	-7,7 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine (mondial)

La valeur marchande des actions mondiales a chuté abruptement au cours du T3/19. Malgré la baisse prononcée des prix des produits de base (-22,9 %), les actions canadiennes et les actions des marchés émergents (soit, respectivement, -10,1 % et -7,4 %) ont fait meilleure figure que les actions américaines (-13,5 %). Qui plus est, la dépréciation marquée du dollar canadien a permis de tempérer l'effet du rendement négatif des avoirs internationaux des portefeuilles des investisseurs. Le recours aux valeurs sûres des bons du Trésor a lui aussi atténué le rendement négatif enregistré dans les portefeuilles équilibrés. Malgré la diminution du total des ASG liés aux activités de gestion du patrimoine au cours du T3/19 et des frais de gestion moins élevés en découlant au cours de la période, nous constatons que ce recul est néanmoins beaucoup moins important que celui observé à l'égard des actions mondiales.

	T3/18 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/18 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation de l'exercice 2019
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	6,6 %	-0,8 %	3,4 %	7,7 %	-13,5 %	-3,7 %
S&P/TSX	4,5 %	-4,5 %	6,8 %	-0,6 %	-10,1 %	-4,6 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	5,7 %	0,8 %	-3,4 %	0,1 %	-7,4 %	-10,4 %
MSCI MONDE	5,8 %	-0,8 %	0,7 %	4,4 %	-12,7 %	-8,2 %
INDICE S&P GS COMMODITY	9,9 %	2,2 %	8,0 %	1,3 %	-22,9 %	-15,7 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-0,2 %	-2,4 %	-0,6 %	-1,5 %	4,6 %	2,4 %
\$ CA/\$ US	-0,9 %	-2,4 %	-1,8 %	1,8 %	-5,4 %	-5,5 %
\$ CA/€	-2,4 %	-5,0 %	3,5 %	2,4 %	-4,2 %	1,6 %

Perspectives

La Réserve fédérale américaine fait appel à la patience quant aux hausses futures des taux d'intérêt, et nous anticipons que le repli des rendements obligataires, le fléchissement des prix du pétrole brut et la dépréciation du dollar américain observés depuis octobre 2018 permettront de stimuler la relance à l'appui de l'économie mondiale et de stabiliser et de revigorer la croissance mondiale d'ici la fin de l'été.

D'après notre groupe Stratégie, la probabilité d'une récession mondiale demeure faible et, par conséquent, nous nous attendons à ce que nos activités de placement pour compte poursuivent leur croissance à un rythme modéré. Les activités de financement, quant à elles, s'intensifient habituellement vers la fin du cycle économique et, advenant une nouvelle tendance axée sur la valeur plutôt que sur la croissance, nous pouvons nous attendre à une plus grande diversification des secteurs à l'affût de services de financement de sociétés et de consultation. Les activités de fusions et acquisitions mises en suspens en raison de la volatilité accrue devraient se remettre en marche par suite de la reprise des marchés. Enfin, puisque le contexte de marché traverse une période de changement, nos activités de gestion du patrimoine devraient pouvoir tirer parti de l'appétit pour le risque accru des investisseurs pour une gestion de portefeuille active ainsi que pour d'autres services de gestion du patrimoine.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

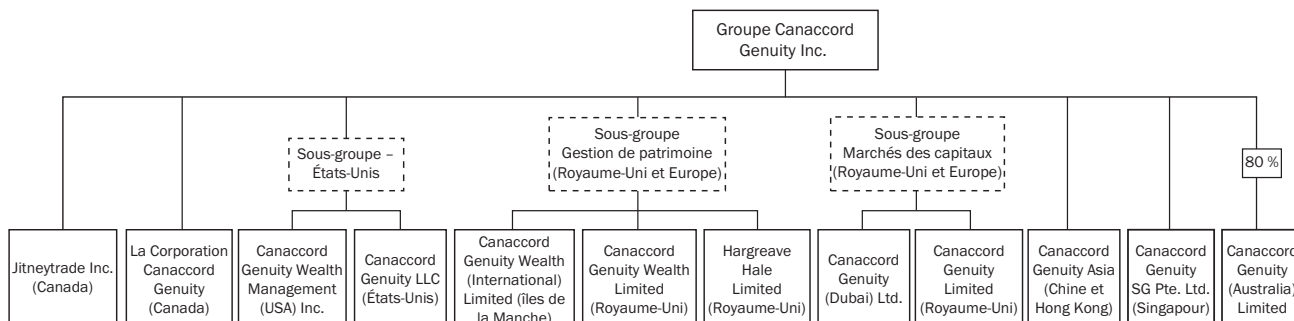
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

En date du 10 août 2018, la Société détenait 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (50 % au 31 mars 2018); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en date du 31 décembre 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018).

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DES PÉRIODES DE TROIS MOIS ET DE NEUF MOIS CLOSÉS LE 31 DÉCEMBRE 2018^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Variation – cumul du T3/19 par rapport au T3/18	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			Variation – cumul de l'exercice 2019 par rapport au cumul de l'exercice 2018
	2018	2017	2016		2018	2017	2016	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (« GCGI »)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	143 115 \$	125 709 \$	102 637 \$	13,8 %	418 897 \$	326 789 \$	290 851 \$	28,2 %
Financement de sociétés	98 978	112 629	46 508	(12,1) %	233 925	186 681	124 534	25,3 %
Honoraires de consultation	40 698	31 957	17 127	27,4 %	110 008	81 442	78 275	35,1 %
Négociation à titre de contrepartiste	30 776	29 138	33 569	5,6 %	90 633	77 874	87 974	16,4 %
Intérêts	12 703	6 861	4 017	85,1 %	37 275	17 830	11 630	109,1 %
Autres	5 330	3 148	4 250	69,3 %	15 021	10 181	14 626	47,5 %
Total des produits des activités ordinaires	331 600	309 442	208 108	7,2 %	905 759	700 797	607 890	29,2 %
Charges								
Rémunération au rendement	166 719	158 631	106 941	5,1 %	455 958	366 205	318 596	24,5 %
Charges salariales	29 220	26 537	21 064	10,1 %	85 405	70 608	63 606	21 %
Autres charges indirectes ³	94 725	77 297	74 392	22,5 %	265 601	212 385	209 209	25,1 %
Frais connexes aux acquisitions	170	—	—	négl.	1 343	6 548	—	(79,5) %
Frais de restructuration ⁴	—	—	—	—	1 316	6 704	—	(80,4) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	13 500	—	—	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	157	94	—	67,0 %	415	302	—	37,4 %
Total des charges	290 991	262 559	202 397	10,8 %	823 538	662 752	591 411	24,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat	40 609	46 883	5 711	(13,4) %	82 221	38 045	16 479	116,1 %
Résultat net	32 458 \$	36 598 \$	4 544 \$	(11,3) %	64 234 \$	26 780 \$	12 199 \$	139,9 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	32 457 \$	34 432 \$	3 755 \$	(5,7) %	62 975 \$	24 685 \$	9 217 \$	155,1 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 \$	2 166 \$	789 \$	(100,0) %	1 259 \$	2 095 \$	2 982 \$	(39,9) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,25 \$	0,29 \$	0,01 \$	(18,2) %	0,48 \$	0,17 \$	0,01 \$	182,4 %
Dividendes par action ordinaire	0,01 \$	0,01 \$	—	—	0,03 \$	0,03 \$	—	—
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁵	6,04 \$	5,11 \$	4,85 \$	18,2 %				
Total de l'actif	3 998 083 \$	3 317 204 \$	2 776 098 \$	20,5 %				
Total du passif	3 156 579 \$	2 538 841 \$	2 030 844 \$	24,3 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	2 338 \$	12 031 \$	9 651 \$	(80,6) %				
Total des capitaux propres	839 166 \$	766 332 \$	735 603 \$	9,5 %				
Nombre d'employés	2 048	1 939	1 733	5,6 %				

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Variation – cumul du T3/19 par rapport au T3/18	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			Variation – cumul de l'exercice 2019 par rapport au cumul de l'exercice 2018
	2018	2017	2016		2018	2017	2016	
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des produits des activités ordinaires	331 600 \$	309 442 \$	208 108 \$	7,2 %	905 759 \$	700 797 \$	606 697 \$	29,2 %
Total des charges	285 702	259 160	200 294	10,2 %	792 394	642 356	584 935	23,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	45 898	50 282	7 814	(8,7) %	113 365	58 441	21 762	94,0 %
Résultat net	36 843	39 182	6 309	(6,0) %	90 745	44 345	16 456	104,6 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	36 842	37 016	5 447	(0,5) %	89 486	42 250	13 264	111,8 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1	2 166	862	(100,0) %	1 259	2 095	3 192	(39,9) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	34 491	34 665	2 907	(0,5) %	82 433	35 008	4 726	135,5 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,28	0,31	0,03	(9,7) %	0,69	0,33	0,05	109,1 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisée pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2017 et 42 % pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2016).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 avaient trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited depuis le 18 septembre 2017, et les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. depuis le 6 juin 2018.

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	331 600 \$	309 442 \$	7,2 %	905 759 \$	700 797 \$	29,2 %
Total des charges selon les IFRS	290 991 \$	262 559 \$	10,8 %	823 538 \$	662 752 \$	24,3 %
Produits des activités ordinaires						
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	331 600 \$	309 442 \$	7,2 %	905 759 \$	700 797 \$	29,2 %
Charges						
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	639	579	10,4 %	1 857	1 738	6,7 %
Frais de restructuration ²	—	—	—	1 316	4 704	(72,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 173	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 745	2 820	(2,7) %	8 353	5 406	54,5 %
Frais de restructuration ²	—	—	—	—	2 000	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	170	—	négl.	170	6 548	(96,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition ³	1 490	—	négl.	4 530	—	négl.
Frais de développement ⁴	245	—	négl.	245	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Perte sur extinction de débentures convertibles	—	—	négl.	13 500	—	négl.
Total des éléments importants	5 289	3 399	55,6 %	31 144	20 396	52,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	285 702	259 160	10,2 %	792 394	642 356	23,4 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	45 898 \$	50 282 \$	(8,7) %	113 365 \$	58 441 \$	94,0 %
Impôt sur le résultat – ajusté	9 055	11 100	(18,4) %	22 620	14 096	60,5 %
Résultat net – ajusté	36 843 \$	39 182	(6,0) %	90 745 \$	44 345	104,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	34 491 \$	34 665 \$	(0,5) %	82 433 \$	35 008 \$	135,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,35 \$	0,38 \$	(7,9) %	0,86 \$	0,38 \$	126,3 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,28 \$	0,31 \$	(9,7) %	0,69 \$	0,33 \$	109,1 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 avaient trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement comptabilisés dans les frais de développement.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni.
négl. : négligeable

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au T3/19, en regard du T3/18, la livre sterling s'est appréciée d'environ 0,4 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est apprécié d'environ 4,4 %. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la livre sterling et le dollar américain se sont appréciés respectivement d'environ 2,1 % et 1,4 % comparativement au dollar canadien. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Régions géographiques

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15,0 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) a été comptabilisée à des fins comptables depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %.

Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, dont nos nouvelles activités à Singapour entamées au cours de l'exercice 2019, et celles en Chine et à Hong Kong, et englobait également nos anciennes activités à la Barbade et nos activités de consultation et de mobilisation de capitaux à Singapour et avant la vente ou la fermeture.

Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture, le 6 juin 2018.

Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations préliminaires faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada (Genuity) ou au Canada (Jitneytrade), n'avaient pas subi de perte de valeur. Malgré cette évaluation faite au 31 décembre 2018, des changements au contexte économique ou un contexte économique incertain pourraient faire changer cette évaluation. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada (Genuity) ou Marchés des capitaux Canaccord Genuity Canada (Jitneytrade). Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

Produits des activités ordinaires

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 se sont établis à 331,6 millions \$, en hausse de 7,2 %, ou 22,2 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, à l'échelle de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine. Au T3/19, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré une augmentation de 13,2 millions \$, ou 6,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse des produits est largement attribuable à une augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires générés par nos activités au Canada et aux États-Unis et à une hausse des produits tirés des honoraires de consultation générés par nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par une baisse des produits tirés de nos activités en Australie. L'augmentation de 6,6 millions \$, ou 6,0 %, des produits des activités ordinaires générés par notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018 par rapport au T3/18 a également contribué à une hausse globale des produits consolidés, essentiellement en raison de l'augmentation des produits tirés des commissions et des produits d'intérêts dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord.

Les produits des activités ordinaires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont augmenté de 6,7 %, comparativement à ceux du T3/18, du fait surtout de la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des honoraires de consultation. Au T3/19, nos activités aux États-Unis, qui ont profité d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux et de financement de sociétés ainsi que de la hausse des volumes de transactions au cours du trimestre, ont généré des produits des activités ordinaires de 81,2 millions \$, une augmentation de 14,6 millions \$, ou 21,9 %, comparativement au T3/18. En ce qui a trait à nos activités au Royaume-Uni, la réalisation de certains mandats de consultation au cours du

trimestre considéré s'est traduite par une hausse des produits des activités ordinaires de 6,3 millions \$, ou 19,6 %, par rapport à ceux du T3/18. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué considérablement à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités au Canada, lesquelles se sont traduites par une augmentation générale des produits des activités ordinaires de 8,1 millions \$, ou 10,7 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse de 15,8 millions \$, ou 71,5 %, des produits des activités ordinaires tirés de nos activités en Australie qui se sont établis à 6,3 millions \$ au T3/19, ce qui s'explique par la baisse des produits tirés du financement des sociétés comptabilisée au T3/19. La diminution enregistrée au titre de nos activités de financement de sociétés en Australie au cours du trimestre considéré est attribuable en partie aux bénéfices et aux gains exceptionnellement élevés comptabilisés dans certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au T3/18 et au cours des périodes précédentes.

Conformément à notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, les produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine ont progressé de 6,6 millions \$, ou 6,0 %, par rapport à ceux du T3/18. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe se sont légèrement accrus de 0,8 million \$, ou 1,4 %, comparativement à ceux du T3/18. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires sont demeurés stables, s'élevant à 36,0 millions £, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont progressé de 5,8 millions \$, ou 11,9 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2017, ce qui s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits d'intérêts liés aux comptes sur marge des particuliers, contrebalancée en partie par une diminution des produits tirés du financement de sociétés.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 143,1 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 17,4 millions \$, ou 13,8 %, au T3/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont présenté une augmentation de 12,8 millions \$, ou 35,1 %, comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des activités de négociation dans nos activités canadiennes et américaines liée à la volatilité du marché observée au cours du trimestre, ainsi que par les contributions tirées de l'acquisition de Jitneytrade réalisée au T1/19.

Les produits tirés des commissions et des honoraires du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity se sont élevés à 93,7 millions \$, une augmentation de 4,6 millions \$, ou de 5,1 %, par rapport à ceux du T3/18. Comme il a déjà été mentionné, l'accélération de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord a été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires.

Les produits tirés du financement de sociétés ont diminué de 13,7 millions \$, ou 12,1 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 99,0 millions \$ au T3/19. Nos activités en Australie ont subi les contrecoups du fléchissement des activités de financement sur les marchés australiens ainsi que des gains considérables comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription au titre des activités de financement de sociétés au T3/18 et au cours des périodes précédentes, ce qui s'est soldé par une diminution de 14,3 millions \$, ou 81,3 %, en regard des résultats enregistrés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont continué de participer à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis et ont généré des produits tirés du financement de sociétés de 53,8 millions \$ au T3/19, soit une baisse de 3,0 % par rapport aux produits tirés du financement de sociétés particulièrement élevés comptabilisés au T3/18. Des hausses de respectivement 2,7 millions \$ et 1,4 million \$ dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2017, du fait de la progression de nos activités de financement dans ces régions au cours de la période considérée, a contrebalancé les diminutions au Canada et en Australie.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont établis à 40,7 millions \$ au T3/19, en hausse de 8,7 millions \$, ou 27,4 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La plus importante augmentation a été enregistrée par nos activités au Royaume-Uni, qui ont généré des produits tirés des honoraires de consultation de 18,9 millions \$, une augmentation de 6,8 millions \$ ou 55,5 % par rapport à ceux du T3/18, en raison de la réalisation de certains mandats de consultation. Conformément à notre priorité visant la croissance de nos activités de consultation aux États-Unis, nos activités aux États-Unis ont également connu une augmentation des produits des activités ordinaires de 2,0 millions \$, ou 17,7 %, par rapport au T3/18. Nos activités au Canada, quant à elles, ont présenté une baisse de 0,7 million \$, ou 7,8 %, comparativement au T3/18, en raison de la clôture d'un moins grand nombre de transactions de consultation au T3/19.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 30,8 millions \$ au T3/19, soit une augmentation de 1,6 million \$, ou 5,6 %, par rapport à ceux du T3/18. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une augmentation de 2,6 millions \$, ou 10,5 %, attribuable à la volatilité accrue du marché en comparaison des résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont enregistré une baisse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste de 1,1 million \$, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 12,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, en hausse de 5,8 millions \$, par rapport à ceux du T3/18, découlant de l'accroissement des activités liées aux prêts de titres comptabilisé au T3/19 dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada. En outre, les produits d'intérêts liés aux clients ont également connu une hausse en raison de l'augmentation de l'activité des comptes sur marge des particuliers ainsi que d'une augmentation des taux d'intérêt par rapport à ceux du T3/18. Les produits divers se sont établis à 5,3 millions \$ pour le T3/19, une augmentation de 2,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse des profits de change et de l'augmentation des produits des activités ordinaires issus de nos services de courtage de correspondance.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Les produits des activités ordinaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont atteint 905,8 millions \$, en hausse de 29,2 %, ou 205,0 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Par suite de l'augmentation des activités dans nos secteurs cibles, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont augmenté de 107,4 millions \$, ou 24,6 %, pour

s'établir à 544,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Nos activités mondiales de gestion de patrimoine, qui ont généré 344,7 millions \$ depuis le début de l'exercice 2019, ce qui représente une augmentation de 90,8 millions \$, ou 35,8 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ont également contribué à l'augmentation du total des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont inscrits à 418,9 millions \$, en hausse de 92,1 millions \$, ou 28,2 %, comparativement à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, ce qui reflète l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, les contributions tirées de l'acquisition de Hargreave Hale en septembre 2017 ainsi que celles tirées de l'acquisition de Jitneytrade au T1/19, comme il a été énoncé précédemment.

Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 47,2 millions \$, ou 25,3 %, pour s'établir à 233,9 millions \$, par rapport à 186,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Par suite de l'intensification des activités de financement par les émetteurs dans les secteurs cibles de ces régions, nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis ont affiché une augmentation des produits tirés du financement de sociétés de 21,6 millions \$, ou 25,6 %, et de 34,7 millions \$, ou 134,8 %, respectivement, au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités en Australie ont connu une baisse des produits tirés du financement de sociétés de 7,8 millions \$ par rapport à ceux des neuf premiers mois de l'exercice 2018, baisse attribuable en partie aux profits moins élevés comptabilisés dans certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 8,2 millions \$, ou 39,3 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni découle d'un ralentissement des activités de financement de sociétés dans cette région.

S'établissant à 110,0 millions \$, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une hausse de 35,1 %, ou 28,6 millions \$, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle principalement d'une augmentation de 23,6 millions \$, ou 126,2 %, dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et d'une augmentation de 8,0 millions \$, ou 31,4 % dans nos activités aux États-Unis, attribuables à la réalisation de plusieurs mandats de consultation importants au cours de la période. Ces augmentations ont été compensées en partie par une baisse de 3,4 millions \$ des produits tirés des honoraires de consultation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 90,6 millions \$, en hausse de 12,8 millions \$, ou 16,4 %, par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Nos activités aux États-Unis ont généré les plus fortes hausses des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, soit 11,0 millions \$, ou 17,7 %, ce qui s'explique essentiellement par la plus grande volatilité du marché. Nos activités au Canada ont également affiché une augmentation de 2,3 millions \$ des produits des activités ordinaires en regard de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017.

Les produits d'intérêts ont progressé de 19,4 millions \$, ou 109,1 % par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 pour s'établir à 37,3 millions \$ depuis le début de l'exercice 2019, à la faveur principalement de la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux et nos activités de gestion de patrimoine au Canada en raison de la montée de l'intérêt gagné sur les comptes clients et sur les produits d'intérêts tirés des prêts de titres. Les produits divers se sont inscrits à 15,0 millions \$ au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, soit une augmentation de 4,8 millions \$, en raison de la hausse des profits de change, ainsi que d'une augmentation des produits des activités ordinaires issus de nos services de courtage de correspondance.

Charges

Les charges pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 se sont établies à 291,0 millions \$, en hausse de 10,8 %, ou 28,4 millions \$, en regard du T3/18. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les charges ont été de 823,5 millions \$, en hausse de 24,3 %, ou 160,8 millions \$, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a progressé de 2,4 points de pourcentage pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, mais a reculé de 4,2 points de pourcentage pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Rémunération au rendement	50,3 %	51,3 %	(1,0) p.p.	50,3 %	52,3 %	(2,0) p.p.
Charges salariales	8,8 %	8,5 %	0,3 p.p.	9,4 %	10,0 %	(0,6) p.p.
Autres charges indirectes ¹	28,7 %	25,0 %	3,7 p.p.	29,5 %	30,4 %	(0,9) p.p.
Frais de restructuration	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,1 %	1,0 %	(0,9) p.p.
Frais connexes aux acquisitions	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,1 %	0,9 %	(0,8) p.p.
Perte sur extinction de débetures convertibles	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	1,5 %	0,0 %	1,5 p.p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.
Total	87,8 %	84,8 %	3,0 p.p.	90,9 %	94,6 %	(3,7) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Charge de rémunération

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 166,7 millions \$, en hausse de 5,1 %, ou 8,1 millions \$, par rapport à celle du T3/18. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a représenté 50,3 %, soit à peine 1,0 point de pourcentage de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui découle en partie des coûts fixes moins élevés, comme la dotation aux amortissements au titre du régime d'intéressement à long terme (le « RILT »), qui ne varie pas en fonction des produits des activités ordinaires comptabilisés au cours de la période considérée.

Les charges salariales liées aux groupes d'infrastructures et de soutien pour le trimestre considéré ont augmenté de 2,7 millions \$ par rapport à celles du T3/18 pour s'établir à 29,2 millions \$ au T3/19, ce qui est essentiellement attribuable aux coûts supplémentaires découlant de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Malgré cette augmentation des charges salariales, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,8 % pour s'établir à 59,1 % au T3/19.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la charge de rémunération au rendement s'est établie à 456,0 millions \$, en hausse de 24,5 %, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 50,3 %, en baisse de 2,0 point de pourcentage en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui découle en partie d'une réduction des coûts fixes, dont la charge d'amortissement liée aux attributions effectuées aux termes du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), au cours des périodes précédentes en raison des modifications apportées au traitement comptable des attributions précitées au cours de l'exercice 2018.

S'établissant à 85,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les charges salariales ont été de 14,8 millions \$, ou 21,0 % plus élevées qu'à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni, comme cité précédemment. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 59,8 %, en baisse de 2,5 points de pourcentage en regard de 62,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Frais de négociation	24 575 \$	16 521 \$	48,8 %	65 537 \$	47 781 \$	37,2 %
Locaux et matériel	10 647	10 511	1,3 %	30 824	29 467	4,6 %
Communications et technologie	16 575	14 558	13,9 %	46 776	41 379	13,0 %
Intérêts	5 903	4 171	41,5 %	19 715	12 347	59,7 %
Frais d'administration	26 689	23 108	15,5 %	71 665	59 876	19,7 %
Amortissement ¹	5 675	6 916	(17,9) %	18 511	17 058	8,5 %
Frais de développement	4 661	1 512	208,3 %	12 573	4 477	180,8 %
Total des autres charges indirectes	94 725 \$	77 297 \$	22,5 %	265 601 \$	212 385 \$	25,1 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs, l'intensification des activités sur les marchés des capitaux, dont nos activités de négociation à titre de contrepartiste, et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine du fait de l'acquisition de Hargreave Hale, toutes les autres charges indirectes, exception faite de la dotation aux amortissements, ont augmenté par rapport à celles du trimestre clos le 31 décembre 2017.

Les autres charges indirectes ont été de 94,7 millions \$ au T3/19, une augmentation de 17,4 millions \$, ou 22,5 %, par rapport au T3/18. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes ont augmenté de 3,6 points de pourcentage par rapport à celles du T3/18.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont grimpé de 2,0 millions \$, ou 13,9 %, au T3/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. En raison de l'accroissement nos activités de gestion de patrimoine et de l'augmentation de nos effectifs, les frais liés aux communications et à la technologie de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord ont augmenté respectivement de 0,5 million \$ et de 0,4 million \$ par rapport au T3/18. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont aussi enregistré une hausse de 0,9 million \$, ou 47,7 %, attribuable à la croissance dans ce secteur d'activité.

La hausse des frais de négociation engagés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis a été le principal inducteur de l'augmentation de 8,1 millions \$, ou 48,8 %, des frais de négociation comparativement à ceux du T3/18, ce qui est conforme à l'augmentation des produits correspondants. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué à la hausse des frais de négociation enregistrés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada au cours du trimestre considéré. Bien que généralement conformes à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, les frais de négociation aux États-Unis ont également été touchés par les frais de conversion de certificats américains d'actions étrangères et les frais de règlement et de compensation engagés à l'échelle internationale, qui ne varient pas nécessairement en fonction des produits des activités ordinaires.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 3,6 millions \$, ou 15,5 %, en comparaison de ceux du T3/18. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada ont affiché des hausses de, respectivement, 1,3 million \$ et 0,4 million \$ au T3/19 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2017, en grande partie attribuables aux honoraires professionnels supplémentaires engagés pour soutenir la croissance dans ces régions. L'acquisition de Jitneytrade a également contribué à la hausse des frais d'administration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont enregistré une hausse de 0,5 million \$, ou 23,7 %, au T3/19 par rapport à celles de la même période à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des frais de bureaux pour encourager la croissance de ces activités. Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également augmenté de 1,4 million \$, ou 28,7 %, en regard de celles du T3/18, compte tenu des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours.

La charge d'intérêts a progressé de 1,7 million \$, ou 41,5 %, au T3/19 par rapport à celle du trimestre clos le 31 décembre 2017. Dans notre secteur Non sectoriel et autres, la charge d'intérêts a progressé de 1,4 million \$, surtout en raison de la hausse des coûts d'intérêt liés aux débetures subordonnées non garanties convertibles émises au T2/19.

Les frais de développement ont progressé de 3,1 millions \$, ou 208,3 %, au T3/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale. En outre, des coûts relatifs aux mesures incitatives à l'intention des nouveaux employés comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont également contribué à l'augmentation des frais de développement.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a inscrit 0,2 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd., annoncée le 29 janvier 2019, dans le cadre de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

S'inscrivant à 265,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les autres charges indirectes ont augmenté de 53,2 millions \$, ou 25,1 %, en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les autres charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué de 1,0 point de pourcentage par rapport à celles de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la nature invariable de certaines charges indirectes.

Les frais de négociation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été de 17,8 millions \$, ou 37,2 % plus élevés que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des coûts engagés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis pour les raisons expliquées précédemment.

En raison, en partie, de l'ajout des dépenses liées à Hargreave Hale pour la période de neuf mois en entier depuis le début de l'exercice 2019, l'acquisition ayant été conclue à la fin du T2/18, un certain nombre de charges indirectes ont augmenté au cours de la période considérée en regard de celles enregistrées au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Une augmentation de 1,4 million \$, ou 4,6 %, a été enregistrée au titre des frais liés aux locaux et au matériel liés à l'utilisation de locaux de bureaux supplémentaires ainsi qu'une augmentation de 5,4 millions \$, ou 13 %, au titre des frais liés aux communications et à la technologie, attribuable à l'augmentation de l'effectif. Une hausse des effectifs dans nos activités des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 a également contribué à l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie.

La charge d'intérêts a progressé de 7,4 millions \$, ou 59,7 %, par rapport à celle de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Dans notre secteur Non sectoriel et autres, la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts liée au rachat de 60,0 millions \$ de débetures subordonnées de premier rang non garanties émises en octobre 2016 au cours du deuxième trimestre de 2019 a contribué à une augmentation de 4,3 millions \$ dans ce secteur. En outre, la charge d'intérêts a également augmenté de 1,3 million \$ dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des intérêts plus élevés liés aux comptes clients découlant de l'augmentation des soldes de trésorerie détenus au cours de la période ainsi que des hausses des taux d'intérêt.

Les frais d'administration ont augmenté de 11,8 millions \$, ou 19,7 %, au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont enregistré une hausse de 3,9 millions \$, ou 72,1 %, par rapport à celles de la même période à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et de l'accroissement des frais de transfert liés à l'ajout de nouveaux comptes clients par suite de l'embauche de nouveaux conseillers en placement au cours de la période considérée. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux propres au Canada ont également connu une hausse de 1,9 million \$, ou 18,2 %, essentiellement en raison de frais de promotion et de déplacement et d'honoraires professionnels plus élevés qui ont été nécessaires pour soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette division. Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également augmenté de 2,6 millions \$, ou 22,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent par suite de la prise en compte des résultats de Hargreave Hale pour la période de neuf mois en entier, comme il a été mentionné auparavant, et des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours.

La hausse de la dotation aux amortissements de 1,5 million \$, ou 8,5 %, relative à l'amortissement est liée à l'acquisition de Hargreave Hale au T3/18 ainsi qu'aux acquisitions de Jitneytrade au T1/19.

Au cours de la période, les frais de développement ont augmenté de 8,1 millions \$ en regard de ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, en raison essentiellement des coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada et au Royaume-Uni, comme il est indiqué précédemment.

Des frais de restructuration de 1,3 million \$ enregistrés pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Au cours de la période des neuf premiers mois de l'exercice 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 6,7 millions \$, ceux-ci ayant trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à la fermeture de certaines activités de négociation à Dublin, de même qu'à des coûts de rationalisation des locaux de bureaux liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade Inc., la Société a engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,2 million \$ au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. En outre, la Société a inscrit 0,2 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd., annoncée le 29 janvier 2019, dans le cadre de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires professionnels et des coûts salariaux engagés au cours de la période. Au cours de la même période de l'exercice précédent, la Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 6,5 millions \$ relativement à l'acquisition de Hargreave Hale.

Résultat net

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Le résultat net du T3/19 a été de 32,5 millions \$, comparativement à celui de 36,6 millions \$ enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution (« RPA après dilution ») a été de 0,25 \$ au T3/19, par rapport à 0,29 \$ au T3/18.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour le T3/19 s'est chiffré à 36,8 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires de 34,5 millions \$, comparativement à un résultat net de 39,2 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires de 34,7 millions \$ au T3/18. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est élevé à 0,28 \$ au T3/19, en regard d'un RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ de 0,31 \$ au T3/18.

Le taux d'impôt effectif pour le T3/19 s'est établi à 20,1 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 21,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La différence dans le taux de recouvrement effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger au cours des exercices précédents et de certains ajustements apportés aux provisions pour impôt et comptabilisés au cours des périodes précédentes.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Le résultat net pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 s'est établi à 64,2 millions \$, soit une hausse de 37,5 millions \$, ou 139,9 %, par rapport à 26,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution a été de 0,48 \$ pour la période de neuf mois, comparativement à 0,17 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat net est largement attribuable à l'apport net inhérent à la hausse importante des produits des activités ordinaires.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour la période neuf mois close le 31 décembre 2018 a été de 90,7 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 82,4 millions \$, comparativement à un résultat net de 44,3 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 35,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action après dilution a été de 0,69 \$ pour la période neuf mois close le 31 décembre 2018, comparativement à 0,33 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le taux d'impôt effectif pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 s'est établi à 21,9 %, en comparaison d'un taux d'impôt effectif de 29,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger et de certains ajustements apportés aux provisions pour impôt et comptabilisés au cours des périodes précédentes.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY^{1, 2, 6}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Produits des activités ordinaires	209 373 \$	196 203 \$	6,7 %	544 279 \$	436 869 \$	24,6 %
Charges						
Rémunération au rendement	111 303	105 802	5,2 %	292 370	247 893	17,9 %
Charges salariales	6 199	6 417	(3,4) %	17 856	19 112	(6,6) %
Autres charges indirectes	56 147	45 883	22,4 %	153 115	133 039	15,1 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 173	—	négl.
Frais de restructuration ³	—	—	—	1 316	4 704	(72,0) %
Total des charges	173 649	158 102	9,8 %	465 830	404 748	15,1 %
Imputations intersectorielles ⁴	4 628	3 835	20,7 %	13 043	12 018	8,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	31 096 \$	34 266 \$	(9,3) %	65 406 \$	20 103 \$	228,0 %
Nombre d'employés	772	731	5,6 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	173 010 \$	157 523 \$	9,8 %	461 484 \$	398 306 \$	15,9 %
Imputations intersectorielles ⁴	4 628	3 835	20,7 %	13 043	12 018	8,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	31 735	34 845	(8,9) %	69 752	26 545	162,8 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisée pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018 et 42 % pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2017).

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

- 3) Les frais de restructuration pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 avaient trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers et à des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Hargreave Hale.
- 4) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 33.
- 5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.
- 6) Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. sont pris en compte depuis le 6 juin 2018.
- négl. : négligeable

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 20 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (appelés collectivement « Jitneytrade »), qui sont pris en compte depuis le 6 juin 2018, sont inclus dans l'analyse ci-après.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Périodes de trois mois closes les		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	31 décembre 2018	2017		31 décembre 2018	2017	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	39,8 %	38,4 %	1,4 p.p.	37,9 %	31,7 %	6,2 p.p.
Royaume-Uni	18,4 %	16,4 %	2,0 p.p.	14,7 %	21,4 %	(6,7) p.p.
États-Unis	38,8 %	33,9 %	4,8 p.p.	42,3 %	38,4 %	3,9 p.p.
Australie	3,0 %	11,3 %	(8,3) p.p.	5,1 %	8,5 %	(3,4) p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,0 %	0,0 p.p.	0,0 %	0,0 %	(0,0) p.p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %		100 %	100 %	

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Produits des activités ordinaires

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 209,4 millions \$ au cours du T3/19, soit 6,7 %, ou 13,2 millions \$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage dans nos activités au Canada et aux États-Unis, où ils ont progressé de respectivement 8,1 millions \$, ou 10,7 %, et 14,6 millions \$, ou 21,9 %, par comparaison à ceux du T3/18. Au Canada, une grande partie de la hausse des produits tirés des activités ordinaires découle des produits tirés des commissions et des honoraires, lesquels ont augmenté de 7,5 millions \$ comparativement à ceux du T3/18, notamment en raison de l'acquisition de Jitneytrade réalisée au T1/19. Les produits des activités ordinaires ont progressé dans toutes les catégories principales de nos activités aux États-Unis, en regard de ceux du T3/18, ce qui témoigne bien de la solidité de nos diverses sources de produits. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni se sont établis à 38,5 millions \$, en hausse de 6,3 millions \$, ou 19,6 %, par rapport à ceux du T3/18, principalement grâce à la réalisation de certains mandats de consultation au cours du trimestre. Ces hausses ont été en partie contrebalancées une baisse de 15,8 millions \$, ou 71,5 %, des produits des activités ordinaires tirés de nos activités en Australie, en regard de ceux du T3/18, en raison du recul des activités de financement de sociétés au cours du trimestre considéré ainsi que d'une reprise de profits latents comptabilisés dans certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus au titre des activités de financement de sociétés au T3/18.

Charges

Les charges pour le T3/19 ont été de 173,6 millions \$, en hausse de 9,8 %, ou 15,5 millions \$, par rapport à celles du T3/18. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,3 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait des augmentations enregistrées au titre de certaines charges indirectes à l'appui de la croissance dans ce secteur d'exploitation.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour le T3/19, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 5,5 millions \$, ou 5,2 %, par rapport à celle du T3/18. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a représenté 53,2 %, soit une légère baisse de 0,8 point de pourcentage en regard du T3/18.

Les charges salariales ont reculé légèrement de 0,2 million \$ au T3/19 par rapport à celles du T3/18. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 56,1 %, une baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport au T3/18.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,7 points de pourcentage par rapport à celle du T3/18 pour s'établir à 50,8 % au T3/19, surtout du fait de la diminution d'une composante fixe de la charge de rémunération au rendement qui ne varie pas en fonction des produits des activités ordinaires, en raison de la réduction du RILT au cours du trimestre. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport au T3/18, du fait de la hausse des produits des activités ordinaires et de la diminution d'une composante fixe de la charge de rémunération au rendement. En raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines composantes du rendement fondé sur la production, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni a diminué de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 62,5 % au T3/19 comparativement à celle du trimestre clos le 31 décembre 2017. Notre secteur australien a connu une hausse de 9,4 points de pourcentage par rapport au T3/18 en raison de certains coûts fixes du personnel et de l'important recul des produits des activités ordinaires.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Canada	50,8 %	53,5 %	(2,7) p.p.	50,2 %	56,1 %	(5,9) p.p.
Royaume-Uni	62,5 %	63,9 %	(1,4) p.p.	71,5 %	67,9 %	3,6 p.p.
États-Unis	57,9 %	59,5 %	(1,6) p.p.	57,4 %	61,4 %	(4,0) p.p.
Australie	61,7 %	52,3 %	9,4 p.p.	60,8 %	59,7 %	1,1 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	56,1 %	57,2 %	(1,1) p.p.	57,0 %	61,1 %	(4,1) p.p.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Le total des autres charges indirectes, compte non tenu des éléments importants¹, pour le T3/19 s'est établi à 55,5 millions \$, une hausse de 22,5 % par rapport à celui du T3/18, les frais de négociation, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration ayant enregistré les plus fortes augmentations.

Les frais de négociation ont augmenté de 7,4 millions \$, ou 56,5 %, comparativement à ceux du T3/18, principalement en raison de la hausse des coûts engagés par nos activités au Canada et aux États-Unis, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais de négociation de nos activités au Canada ont également été touchés par l'acquisition de Jitneytrade dont la clôture a eu lieu au T1/19. En outre, d'autres facteurs qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires ont contribué à l'augmentation des frais de négociation, comme les frais de conversion des certificats américains d'actions étrangères et de règlements internationaux liés aux activités de négociation d'actions à l'échelle internationale dans nos activités aux États-Unis.

Les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration ont augmenté respectivement de 1,3 million \$ et de 1,5 million \$ comparativement à ceux du T3/18, principalement dans nos activités au Canada et aux États-Unis à l'appui de la croissance des activités dans ces régions.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 31,1 millions \$ au T3/19, comparativement à un résultat de 34,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 31,7 millions \$ au T3/19, comparativement à 34,8 millions \$ au T3/18. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat a été principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités canadiennes et américaines au T3/19.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity se sont établis à 544,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, soit 107,4 millions \$, ou 24,6 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires dans nos activités au Canada et aux États-Unis ont augmenté respectivement de 48,9 % et 37,2 %, par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, tandis que nos activités au Royaume-Uni et en Australie ont généré des produits des activités ordinaires à la baisse au cours de la période considérée. Au Canada, l'augmentation des produits des activités ordinaires a été attribuable en grande partie à une hausse des activités de financement de sociétés et de consultation. Nous continuons de participer à de nombreuses transactions dans l'industrie du cannabis, lesquelles ont contribué à la hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019. Nos produits tirés des commissions et des honoraires ont également augmenté de 13,6 millions \$, en raison surtout des contributions de Jitneytrade acquise au T1/19. Les produits des activités ordinaires de nos activités aux États-Unis avaient augmenté de 62,4 millions \$, ou 37,2 %, au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, en grande partie du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux et de la conclusion de plusieurs transactions de consultation au cours du trimestre, jumelées à l'accroissement des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les produits de nos activités au Royaume-Uni ont enregistré une

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

baisse de 13,8 millions \$, ou 14,7 %, en raison principalement du recul des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation qui découle de la réduction des activités du marché dans la région. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires en Australie ont chuté de 8,8 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par le recul des activités de financement de sociétés, jumelé à la diminution des bénéfices et des profits comptabilisés dans des positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Charges

Les charges de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 se sont chiffrées à 465,8 millions \$, une augmentation de 15,1 %, ou 61,1 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 6,4 points de pourcentage par rapport à celui des neuf premiers mois de l'exercice 2018, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines charges qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires.

Rémunération au rendement et charges salariales

La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,0 points de pourcentage pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, passant à 53,7 %. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires est passée de 61,1 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 à 57,0 % pour la période considérée, ce qui s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires et la réduction de certaines charges de rémunération fixes, comme l'amortissement des attributions en vertu du RILT et les charges salariales qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires au cours de la période considérée.

Autres charges indirectes

Le total des charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, ont atteint 151,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une augmentation de 15,2 % comparativement à celles de la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des frais de négociation et des frais d'administration partiellement contrebalancée par la diminution de la dotation aux amortissements dans le cadre de nos activités au Royaume-Uni.

De manière conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, les frais de négociation ont augmenté de 16,8 millions \$ comparativement à ceux des neuf premiers mois de l'exercice 2018. En outre, comme il est énoncé précédemment, nos frais de négociation ont également été touchés par certains coûts liés à nos activités de négociation d'actions à l'échelle internationale dans nos activités aux États-Unis qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires.

Les frais d'administration ont atteint 38,4 millions \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019, une augmentation de 4,1 millions \$, ou 11,8 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de frais de promotion et de déplacement et d'une augmentation des honoraires professionnels visant à soutenir la hausse des effectifs et la croissance dans nos activités canadiennes.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 s'est chiffré à 65,4 millions \$ comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 20,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 a été de 69,8 millions \$, comparativement à celui de 26,5 millions \$ de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs opérationnels canadien et américain combinée à des charges indirectes fixes qui ne varient pas en fonction des produits des activités ordinaires.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale de l'exercice précédent sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Produits des activités ordinaires	54 202 \$	48 428 \$	11,9 %	153 190 \$	117 427 \$	30,5 %
Charges						
Rémunération au rendement	27 907	25 068	11,3 %	78 434	59 705	31,4 %
Charges salariales	3 513	2 586	35,8 %	9 757	7 892	23,6 %
Autres charges indirectes	11 196	9 931	12,7 %	34 178	26 748	27,8 %
Total des charges	42 616	37 585	13,4 %	122 369	94 345	29,7 %
Imputations intersectorielles ²	2 725	3 345	(18,5) %	9 131	11 346	(19,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	8 861 \$	7 498 \$	18,2 %	21 690 \$	11 736 \$	84,8 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	3 954	2 838	39,3 %			
ASA – Canada ⁴	18 260	14 451	26,4 %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	150	134	11,9 %			
Nombre d'employés	425	352	20,7 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	42 616 \$	37 585 \$	13,4 %	122 369 \$	94 345 \$	29,7 %
Imputations intersectorielles ²	2 725	3 345	(18,5) %	9 131	11 346	(19,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	8 861	7 498	18,2 %	21 690	11 736	84,8 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 33.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.

négl. : négligeable

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 54,2 millions \$, soit une hausse de 5,8 millions \$, ou 11,9 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2017. Cette hausse a été surtout attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés de prêt de titres et de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 26,4 %, passant de 14,5 milliards \$ au 31 décembre 2017 à 18,3 milliards \$ au 31 décembre 2018, qui s'explique par nos initiatives de recrutement dans ce secteur et par l'amélioration des valeurs de marché d'un exercice à l'autre. On comptait 150 équipes de conseillers au Canada, soit seize de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont augmenté de 4,7 points de pourcentage par rapport au T3/18 et ont représenté 33,7 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au troisième trimestre de l'exercice 2019.

Le total des charges a augmenté de 5,0 millions \$, ou 13,4 %, au T3/19 par rapport à 42,6 millions \$ au T3/18. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,0 point de pourcentage par rapport à celui du T3/18.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 2,8 millions \$, ou 11,3 %, par rapport à celle du T3/18, ce qui est conforme à l'augmentation de la rémunération au rendement. Le total de la charge de rémunération exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 0,9 point de pourcentage, s'établissant à 58,0 %, par rapport au T3/18.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 12,7 % par rapport à celles du T3/18. Les hausses les plus importantes dans les charges étaient les frais liés aux communications et à la technologie, les frais d'administration et les frais de développement. Les frais liés aux communications et à la technologie se sont accrus de 0,4 million \$, ou 39,9 %, par rapport à ceux du T3/18 en raison de l'accroissement de nos effectifs. Les frais d'administration ont enregistré une hausse de 0,5 million \$, en raison surtout de l'augmentation des frais de transfert liés aux comptes de nouveaux clients. Les frais de développement se sont accrus de 1,2 million \$, par rapport à ceux du T3/18, par suite de la hausse des primes de recrutement comptabilisée au T3/19. Ces augmentations au titre des charges indirectes ont été contrebalancées par une diminution de 0,6 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel.

Le résultat avant impôt sur le résultat compte tenu des frais imputés s'est chiffré à 8,9 millions \$ au T3/19 comparativement celui de 7,5 millions \$ comptabilisé au T3/18, soit une augmentation de 1,4 million \$, ou 18,2 %, découlant essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 153,2 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une augmentation de 35,8 millions \$, ou 30,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les charges ont atteint 122,4 millions \$, une augmentation de 28,0 millions \$, ou 29,7 %, en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable en grande partie à une charge de rémunération au rendement plus élevée, vu l'augmentation de notre rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 1,9 million \$ par rapport à celles de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, du fait de l'augmentation de l'effectif dans le but de soutenir la croissance dans ces activités. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 57,6 %, demeurant donc inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué légèrement de 0,2 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, cette diminution s'expliquant surtout par une hausse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges indirectes. Les frais d'administration ont augmenté de 3,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, essentiellement en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes clients. La charge d'intérêts a connu une hausse de 1,3 million \$, en raison de l'augmentation des taux d'intérêt par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais de développement ont augmenté de 2,7 millions \$, ou 81,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de l'accroissement des primes à l'embauche, comme il a été énoncé précédemment.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 s'est chiffré à 21,7 millions \$ comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 11,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Produits des activités ordinaires	61 777 \$	60 945 \$	1,4 %	191 491 \$	136 460 \$	40,3 %
Charges						
Rémunération au rendement	22 360	23 912	(6,5) %	72 628	50 398	44,1 %
Charges salariales	12 292	11 055	11,2 %	36 322	24 300	49,5 %
Autres charges indirectes	20 698	16 832	23,0 %	57 640	38 640	49,2 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	2 000	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	170	—	négl.	170	6 548	(97,4) %
Total des charges	55 520	51 799	7,2 %	166 760	121 886	36,8 %
Imputations intersectorielles ²	305	322	(5,3) %	917	953	(3,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	5 952 \$	8 824 \$	(32,5) %	23 814 \$	13 621 \$	74,8 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	41 153	43 791	(6,0) %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	188	197	(4,6) %			
Nombre d'employés	548	574	(4,5) %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	50 870 \$	48 979 \$	3,9 %	153 462 \$	107 932 \$	42,2 %
Imputations intersectorielles ²	305	322	(5,3) %	917	953	(3,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	10 602	11 644	(8,9) %	37 112	27 575	34,6 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 33.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

négl. : négligeable

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires pour le T3/19 se sont chiffrés à 61,8 millions \$, soit une légère hausse de 0,8 million \$, ou 1,4 %, par rapport à ceux du T3/18.

Au 31 décembre 2018, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 41,2 milliards \$, soit une baisse de 6,0 %, ou 2,6 milliards \$, par rapport à ceux de 43,8 milliards \$ au 31 décembre 2017. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASA ont diminué de 7,9 %, passant de 25,8 milliards £ au T3/18 à 23,8 milliards £ au T3/19. Cette diminution découle principalement de la chute de la valeur de marché des actifs gérés à la fin du T3/19.

Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 73,7 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région au T3/19, soit une augmentation de 4,9 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 22,4 millions \$, en baisse de 1,6 million \$, par rapport à celle du T3/18. Les charges salariales ont augmenté de 1,2 million \$ par rapport à celles du T3/18 pour s'inscrire à 12,3 millions \$ au T3/19 en raison de l'augmentation des coûts fixes du personnel à l'appui de la croissance dans ce secteur. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a chuté de 1,3 point de pourcentage, passant de 57,4 % au T3/18 à 56,1 % au T3/19.

Les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 6,2 % par rapport à celles du T3/18, principalement en raison de l'augmentation de certaines charges indirectes visant à encourager la croissance dans cette région. Les frais de développement ont fait l'objet de l'augmentation la plus importante au titre des charges indirectes, soit une hausse de 1,9 million \$ par rapport à ceux du T3/18, en raison surtout des coûts relatifs aux mesures incitatives dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Nos frais d'administration ont également augmenté de 1,4 million \$, ou 28,7 %, compte tenu des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours. En outre, des frais de 0,2 million \$ directement attribuables au développement d'un logiciel destiné aux clients ont été affectés à ces activités.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a inscrit 0,2 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd., annoncée le 29 janvier 2019. Aucuns frais connexes aux acquisitions n'avaient été comptabilisés au T3/18.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 6,0 millions \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 8,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des frais connexes aux acquisitions et des frais de restructuration comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, les frais de restructuration, les frais connexes aux acquisitions, les coûts liés au développement en interne du logiciel et les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 10,6 millions \$, soit une baisse de 1,0 million \$ par rapport à celui du T3/18.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 191,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une augmentation de 55,0 millions \$, ou 40,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les charges ont atteint 166,8 millions \$, une augmentation de 44,9 millions \$, ou 36,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable surtout à l'ajout des dépenses liées à Hargreave Hale pour la période de neuf mois en entier depuis le début de l'exercice 2019, puisque l'acquisition a été conclue à la fin du T2/18.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 22,2 millions \$, ou 44,1 %, par rapport à celle de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, ce qui explique en grande partie l'augmentation de 40,3 % des produits des activités ordinaires. Les charges salariales ont augmenté de 12,0 millions \$, ou 49,5 %, en raison des coûts supplémentaires liés à l'acquisition de Hargreave Hale, comme il a déjà été mentionné. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,2 points de pourcentage, pour se fixer à 56,9 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, en raison de la hausse des coûts fixes du personnel.

Le total des charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,1 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2018, en raison surtout de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la nature invariable de certaines charges indirectes. Les frais liés aux communications et à la technologie et les frais de développement enregistrés ont augmenté respectivement de 4,3 millions \$ et de 5,6 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la prise en compte des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour la période de neuf mois en entier de l'exercice considéré, cette acquisition ayant été conclue vers la fin du T2/18. La dotation aux amortissements a également augmenté de 3,6 millions \$, ou 47,4 %, par suite de l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisées dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Nos frais d'administration ont également augmenté de 2,6 millions \$, ou 22,1 %, compte tenu des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de la période considérée. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a inscrit 0,2 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd., annoncée le 29 janvier 2019. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, il y avait des frais de restructuration et des frais connexes à l'acquisition de 2,0 millions \$ et de 6,5 millions \$ liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Le résultat avant impôt sur le résultat a été de 23,8 millions \$, par rapport à 13,6 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui fait état de la totalité de l'apport de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, y compris celles liées à Hargreave Hale pour la totalité de la période de neuf mois à la période considérée. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 37,1 millions \$, une augmentation de 9,5 millions \$ par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2018	2017		2018	2017	
Produits des activités ordinaires	6 248 \$	3 866 \$	61,6 %	16 799 \$	10 041 \$	67,3 %
Charges						
Rémunération au rendement	5 149	3 849	33,8 %	12 526	8 209	52,6 %
Charges salariales	7 216	6 479	11,4 %	21 470	19 304	11,2 %
Autres charges indirectes	6 684	4 651	43,7 %	20 668	13 958	48,1 %
Perte sur extinction de débiteures convertibles	—	—	—	13 500	—	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	157	94	67,0 %	415	302	37,4 %
Total des charges	19 206	15 073	27,4 %	68 579	41 773	64,2 %
Imputations intersectorielles ²	(7 658)	(7 502)	(2,1) %	(23 091)	(24 317)	5,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(5 300)	(3 705)	(43,0) %	(28 689)	(7 415)	(286,9) %
Nombre d'employés	303	282	7,4 %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	19 206 \$	15 073 \$	27,4 %	55 079 \$	41 773 \$	31,9 %
Imputations intersectorielles ²	(7 658)	(7 502)	(2,1) %	(23 091)	(24 317)	5,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(5 300)	(3 705)	(43,0) %	(15 189)	(7 415)	(104,8) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 33.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 18.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 se sont chiffrés à 6,2 millions \$, une augmentation de 2,4 millions \$, ou 61,6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la hausse des produits d'intérêts engendrée par l'augmentation des soldes de trésorerie détenus au cours de la période et des taux d'intérêt plus élevés, des profits de change et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des Services de correspondants Pinnacle.

Pour le T3/19, les charges ont été de 19,2 millions \$, soit une augmentation de 4,1 millions \$, ou 27,4 %, par rapport à celles du trimestre clos le 31 décembre 2017.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 1,3 million \$ par rapport à celle du T3/18, ce qui s'explique par la rentabilité plus élevée de la Société. Les charges salariales ont augmenté de 0,7 million \$ par rapport à celles du T3/18 pour s'établir à 7,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, du fait de l'augmentation de l'effectif à l'appui de la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion du patrimoine au Canada.

Les charges indirectes se sont accrues de 2,0 millions \$, ou 43,7 %, par rapport à celles du T3/18, en raison surtout de la charge d'intérêts plus élevée versée au titre des débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T2/19.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 5,3 millions \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 3,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Cumul de l'exercice 2019 par rapport à la période correspondante de 2018

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 16,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une augmentation de 6,8 millions \$, ou 67,3 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en grande partie en raison de l'augmentation des produits d'intérêts découlant de la hausse des taux d'intérêt et des soldes de trésorerie plus élevés détenus au cours de la période considérée.

Les charges de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 se sont chiffrées à 68,6 millions \$, une augmentation de 26,8 millions \$, ou 64,2 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Par suite du rachat des débiteures convertibles subordonnées non garanties (les « débiteures ») de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016, une perte de 13,5 millions \$ sur extinction de débiteures a été comptabilisée à des fins comptables au T2/19. En outre, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 4,3 millions \$, ou 52,6 %, et les charges salariales ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 11,2 %, par rapport à la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. L'augmentation des charges liées à la

rémunération a été conforme à la rentabilité plus élevée de la Société et à la hausse du niveau de soutien nécessaire à l'expansion de nos activités dans les secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat, après les imputations intersectorielles, s'est établie à 28,7 millions \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 7,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 a été de 15,2 millions \$, comparativement à celui de 7,4 millions \$ de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la charge d'intérêts plus élevée au titre des débentures ainsi que de la hausse des coûts de rémunération, contrebalancés en partie par des produits d'intérêts accrus.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 décembre 2018. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019			Exercice 2018				Exercice 2017
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits des activités ordinaires								
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	209 373 \$	178 734 \$	156 172 \$	200 687 \$	196 203 \$	118 880 \$	121 786 \$	193 520 \$
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity								
Amérique du Nord	54 202	52 199	46 789	51 455	48 428	32 081	36 918	40 268
Royaume-Uni et Europe	61 777	63 927	65 787	64 923	60 945	37 482	38 033	33 065
Non sectoriel et autres	6 248	5 176	5 375	5 015	3 866	3 104	3 071	4 803
Total des produits des activités ordinaires	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656
Résultat net	32 458 \$	13 127 \$	18 649 \$	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$	30 987 \$
Résultat par action ordinaire – de base	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,29 \$
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,26 \$
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ¹	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – de base	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires au T3/19 se sont établis à 329,7 millions \$, une augmentation de 6,5 % par rapport à ceux du T3/18, faisant de ce trimestre le plus important au chapitre des produits des activités ordinaires au cours des huit dernières périodes. La croissance du secteur de gestion du patrimoine et l'intensification des activités sur les marchés des capitaux ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires au cours des derniers trimestres. Notre virage stratégique visant à accroître l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiales nous a permis de stabiliser les niveaux de nos produits des activités ordinaires et le résultat net avant impôt sur le résultat.

Du fait d'une augmentation des activités sur les marchés et de la conclusion de certaines transactions importantes au cours du trimestre considéré, les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont augmenté de 6,7 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et de 17,1 % par rapport à ceux du trimestre précédent.

Au Canada, notre participation dans de nombreuses transactions de financement de sociétés et de consultation dans l'industrie du cannabis a contribué à la hausse des produits des activités ordinaires au cours des derniers trimestres, les produits des activités ordinaires du T3/19 s'établissant à 83,3 millions \$, une hausse de 10,7 % par rapport à ceux du T3/18 et le résultat le plus élevé pour les huit derniers trimestres. En outre, nos produits tirés des commissions et des honoraires, en hausse de 85,8 % au T3/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ont également affiché l'incidence favorable de l'acquisition de Jitneytrade qui s'est conclue au T1/19. Compte non tenu des éléments importants¹, les activités canadiennes ont généré un résultat net avant impôt compte tenu des frais imputés de 22,8 millions \$, soit le deuxième résultat le plus élevé pour les huit derniers trimestres.

Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités aux États-Unis ont été de 81,2 millions \$ au T3/19, soit le résultat le plus élevé pour les huit derniers trimestres, ce qui représente une augmentation de 11,7 % comparativement à ceux du T2/19. Nos efforts visant à optimiser nos capacités de base à l'exercice 2018 ont permis à nos activités aux États-Unis d'afficher une rentabilité plus élevée depuis le T3/18. Plus particulièrement, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les produits tirés du financement des sociétés se sont accrus de 34,7 millions \$, ou 134,8 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Au nombre des autres priorités de nos activités aux États-Unis, mentionnons une plus grande diversification de nos diverses sources de produits permettant de tabler sur nos activités de consultation. Ce faisant, nos produits tirés des honoraires de consultation ont grimpé au cours des quatre derniers trimestres clos, atteignant 13,0 millions \$ au T3/19.

La réalisation de plusieurs transactions de consultation dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni s'est traduite par une hausse des produits des activités ordinaires de 19,6 % par rapport à ceux du T3/18 et de 97,0 % par rapport à ceux du T2/19, pour s'établir à 38,5 millions \$ au T3/19. Nos activités au Royaume-Uni ont engagé des frais de restructuration de 1,3 million \$ au T1/19 en vue de s'adapter au contexte actuel du marché et de réduire les charges indirectes. Nos activités au Royaume-Uni sont redevenues rentables au cours du trimestre considéré, affichant un résultat avant impôt de 4,2 millions \$.

En Australie, les produits des activités ordinaires au T3/19 se sont établis à 6,3 millions \$, soit une baisse de 33,4 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 71,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région, particulièrement au cours du T4/18 et du T3/18, s'explique par les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et de la précédente. Malgré la diminution des produits des activités ordinaires pour le trimestre considéré, nos activités en Australie ont continué de générer un apport positif pour la rentabilité globale de la Société.

Grâce à nos investissements soutenus, les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont augmenté de 11,9 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 54,2 millions \$ au T3/19, soit les plus élevés pour les huit derniers trimestres. Notre engagement à l'égard des efforts de recrutement au Canada a entraîné l'ajout de 16 équipes de conseillers en placement par rapport au T3/18, et les ASA ont augmenté de 26,4 % sur 12 mois, mais diminué de 7,5 % par rapport à ceux du trimestre précédent, du fait surtout de l'incidence négative des fluctuations du marché à la fin de décembre. Outre une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les produits tirés du financement de sociétés dans ce secteur ont constamment progressé au cours des derniers trimestres, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme l'industrie du cannabis. Le résultat avant impôt, y compris les frais imputés, s'est établi à 8,9 millions \$ au T3/19, une hausse de 18,2 % en regard du T3/18 et de 15,5 % en regard du trimestre précédent.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une croissance stable après notre expansion attribuable à l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires sont demeurés stables au cours du T3/18 et du T2/19. Au terme du T3/19, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 73,7 %, soit une augmentation de 4,9 points de pourcentage par rapport à ceux du T3/18 et un résultat conforme à ceux du trimestre précédent. Les actifs sous gestion de ce groupe ont généralement progressé au cours des huit derniers trimestres; toutefois, les fluctuations du marché ont eu une incidence négative sur les résultats du T3/19, ce qui a entraîné une diminution de 9,0 % comparativement au trimestre précédent. Le résultat avant impôt, y compris les frais imputés, mais compte non tenu des éléments importants¹, a atteint 10,6 millions \$ au T3/19, ce qui fait état des apports élevés à la rentabilité globale du groupe.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien ainsi que par les variations du volume des affaires des activités de services de courtage de correspondance.

Frais insectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité du T3/19 ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 930,9 millions \$ au 31 décembre 2018, contre 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 35.

Les titres détenus s'établissaient à 709,0 millions \$ au 31 décembre 2018 en regard de 469,2 millions \$ au 31 mars 2018, surtout en raison d'une augmentation du nombre de titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus au 31 décembre 2018.

Les créances clients s'inscrivaient à 1,9 milliard \$ au 31 décembre 2018, soit une baisse de 0,3 milliard \$ au 31 mars 2018 s'expliquant par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Le goodwill atteignait 260,1 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 146,7 millions \$ au 31 décembre 2018. Au 31 mars 2018, le goodwill s'établissait à 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles étaient de 160,8 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale et, en date du 6 juin 2018, de Jitneytrade.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués ainsi que des placements, atteignaient 62,7 millions \$ au 31 décembre 2018, comparativement à 54,1 millions \$ au 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à des hausses au titre de l'impôt sur le résultat à recevoir et des placements.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2018, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 654,6 millions \$ (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2018, la Société avait une dette bancaire de 5,9 millions \$ (néant au 31 mars 2018).

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 438,3 millions \$ au 31 décembre 2018, contre 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,4 milliards \$ au 31 décembre 2018, contre 2,6 milliards \$ au 31 mars 2018, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, constitués de la dette subordonnée, de l'impôt sur le résultat à payer et des passifs d'impôt différé, étaient de 28,3 millions \$ au 31 décembre 2018, une diminution par rapport à 29,1 millions \$ au 31 mars 2018, attribuable essentiellement à une réduction de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société a effectué un remboursement de 2,7 millions £ (4,5 millions \$). La valeur comptable de l'emprunt bancaire, déduction faite des frais de financement non amortis, s'élevait à 63,8 millions \$ (36,9 millions £) au 31 décembre 2018 et à 71,4 millions \$ (39,4 millions £) à la fin de l'exercice au 31 mars 2018. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % pour le T3/19.

Toujours dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, la Société a comptabilisé une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle respectivement de 8,8 millions \$ et 47,6 millions \$ en date du 31 décembre 2018 (respectivement de 10,0 millions \$ et 49,8 millions \$ en date du 31 mars 2018). Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Hargreave Hale. Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a comptabilisé une contrepartie éventuelle de 4,0 millions \$ et une contrepartie différée de 0,7 million \$ en date du 31 décembre 2018. Il y avait également un billet payable de 5,7 millions \$ au 31 décembre 2018 comptabilisé dans la contrepartie de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans Canaccord Genuity (Australia) Limited. Se reporter aux notes 8 et 9 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Jitneytrade et les participations ne donnant pas le contrôle dans Canaccord Genuity (Australia) Limited.

Arrangements hors bilan

Au 31 décembre 2018, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2018) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2018, la Société avait une dette bancaire de 5,9 millions \$ (néant au 31 mars 2018).

Comme il est indiqué ci-dessus, compte non tenu de l'emprunt bancaire de 40,0 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des prêts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 654,6 millions \$ au 31 décembre 2018 (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Au 31 décembre 2018, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 31 décembre 2018 :

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			
		Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	Exercice 2023 – Exercice 2024	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	152 876	33 612	59 903	37 850	21 511
Emprunt bancaire ¹	63 242	10 783	52 459	—	—
Débiteures convertibles ²	174 200	8 295	16 590	149 315	—
Total des obligations contractuelles	390 318	52 690	128 952	187 165	21 511

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 décembre 2018 et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. Un remboursement de capital de 2 670 000 £ a été versé au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débiteures ») émises au T3/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débiteures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, les bons de souscription, le surplus d'apport, les résultats non distribués (déficit) et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 930,9 millions \$, en hausse de 68,1 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 1,6 million \$ a été tiré des activités de financement, en raison essentiellement du produit tiré de l'émission de débiteures convertibles et de l'augmentation de la dette bancaire, contrebalancés en partie par l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et le versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées. Un montant de 29,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de Jitneytrade et l'achat de participations ne donnant pas le contrôle dans nos activités en Australie. Un montant de 103,4 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, essentiellement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 7,2 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

En comparaison avec la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, un montant de 4,5 millions \$ a été tiré des activités de financement, en raison essentiellement d'une augmentation de la dette bancaire et du produit tiré des débiteures convertibles au cours de la période considérée, contrebalancée en partie par un montant supplémentaire affecté à l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et de dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 31,9 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'acquisition de Hargreave Hale à la période correspondante de l'exercice précédent, contrebalancée en partie par l'acquisition de Jitneytrade et l'achat de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période considérée. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement ont entraîné une hausse des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 125,0 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont diminué de 8,5 millions \$ en raison l'incidence du change sur les soldes de trésorerie au T3/19 par rapport à ceux du T3/18. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 338,0 millions \$, passant de 592,9 millions \$ au 31 décembre 2017 à 930,9 millions \$ au 31 décembre 2018.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Débetures convertibles

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les « débetures offertes »). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débetures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débetures offertes, les « débetures convertibles »). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débetures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Le montant résiduel du produit servira à financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions.

Les débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débetures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 décembre	
	2018	2017
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	96 258 812	92 281 321
Nombre d'actions émises et en circulation ²	114 857 175	113 511 468
Actions de série C émises et en circulation ³	136 658 570	124 208 736
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	96 116 700	92 540 647
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution	127 633 311	105 382 900
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{3, 4}	127 633 311	105 382 900

1) Exclut 33 680 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 086 283 actions dont les droits ne sont pas

acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT, ainsi que 478 400 actions faisant l'objet d'engagements d'achat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

2) Inclut 33 680 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 086 283 actions dont les droits ne sont pas

acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT, ainsi que 478 400 actions faisant l'objet d'engagements d'achat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 21 801 395 actions, nets des renoncations.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche permet à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 152 200 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 876 500 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle, tandis que 29 500 actions ont été achetées, mais n'étaient pas encore annulées au 31 décembre 2018.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2018 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2019) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2018 à juillet 2018 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 240 851 actions ordinaires).

Au 31 janvier 2019, 114 567 675 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiement fondé sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2018, à l'exception de ce qui suit :

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les

droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 décembre 2018, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,7 millions \$ US, une diminution de 4,3 millions \$ US par rapport à celui du 31 décembre 2017. Aucun contrat à terme visant l'achat de dollars américains n'était en cours au 31 décembre 2018, une diminution de 2,1 millions \$ US par rapport à celui du 31 décembre 2017. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de négocier des contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. La Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 31 décembre 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 12,2 millions \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 8,3 millions \$ (6,4 millions \$ US) (néant au 31 mars 2018).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contreparties et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des unités d'actions différées (« UAD »).

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	31 décembre 2018	31 mars 2018
Créances clients	79 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 131	1 527

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale et de Jitneytrade.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. En raison des incertitudes économiques, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de toutes les UGT applicables ont fait l'objet de tests de dépréciation intermédiaires en date du 31 décembre 2018.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont comptabilisé le goodwill à sa valeur comptable en date du 31 décembre 2018 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity Canada (Genuity) et Canada (Jitneytrade) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2018). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme elles sont décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2018) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2018).

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 pour de plus amples renseignements sur les hypothèses clés utilisées dans le cadre de tests de dépréciation intermédiaires du 31 décembre 2018 à l'égard du goodwill et d'autres actifs.

Les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019 et sont présentées dans notre rapport annuel 2018 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du T3/19 cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers annuels consolidés audités, à l'exception des nouvelles normes comptables présentées ci-après adoptées à compter du 1^{er} avril 2018 :

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 décembre 2018 se résume ainsi :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant des actifs financiers, soit en vendant des actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société et remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui repose sur l'adoption d'une politique en matière d'évaluation et qui utilise l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée de manière à effectuer des estimations prospectives et à tenir compte d'autres considérations, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Exigence en matière de comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société n'applique pas la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable devrait être comptabilisée dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur relatif à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement de transactions auprès des clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués au début de la période au 1^{er} avril 2018 et pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 n'est pas significative.

Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou les pertes de change et les produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2018, à l'exception de l'IFRS 15 et de l'IFRS 9 adoptées au 1^{er} avril 2018, comme il a déjà été mentionné.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 décembre 2018, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 décembre 2018.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 13 février 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mars 2019.

Le 13 février 2019, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} avril 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 15 mars 2019.

Le 13 février 2019, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} avril 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 15 mars 2019.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. De plus, les activités de la Société au Royaume-Uni sont exposées au risque de marché et au risque de volatilité liés à ce qu'on appelle le « Brexit », soit la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2018.

La Société et ses filiales fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont l'industrie du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris l'industrie du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier l'industrie du cannabis et les activités des émetteurs de cette industrie, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne l'industrie américaine du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (la « *Bank Secrecy Act* ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris l'industrie américaine du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2018 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2018	31 mars 2018
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		930 912 \$	862 838 \$
Titres détenus	4	709 037	469 217
Créances clients	6, 19	1 888 600	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir		9 789	1 170
Total des actifs courants		3 538 338	3 549 062
Actifs d'impôt différé		20 831	19 941
Placements	7	6 184	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués		25 941	30 967
Immobilisations incorporelles	10	146 721	160 757
Goodwill	10	260 068	257 974
		3 998 083 \$	4 020 736 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Actifs courants			
Dettes bancaires	5	5 903 \$	— \$
Titres vendus à découvert	4	438 348	301 006
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 19	2 418 820	2 638 954
Provisions	21	7 561	8 428
Impôt sur le résultat à payer		6 527	7 851
Dettes subordonnées	12	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13	9 238	9 679
Total des passifs courants		2 893 897	2 973 418
Passifs d'impôt différé		14 264	13 715
Débetures convertibles	14	126 964	57 081
Contrepartie différée	5, 8	9 553	9 997
Contrepartie éventuelle	5, 8	51 572	49 844
Billet payable	5, 9	5 733	—
Emprunt bancaire	13	54 596	61 758
		3 156 579	3 165 813
Capitaux propres			
Actions privilégiées	15	205 641	205 641
Actions ordinaires	16	664 907	649 846
Composante capitaux propres des débetures convertibles	14	5 156	2 604
Bons de souscription	16	1 975	1 975
Surplus d'apport		94 024	145 426
Résultats non distribués (déficit)		(236 939)	(277 472)
Cumul des autres éléments du résultat global		104 402	113 332
Total des capitaux propres		839 166	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle		2 338	13 571
Total des capitaux propres		841 504	854 923
		3 998 083 \$	4 020 736 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

DANIEL DAVIAU
Administrateur

« Terrence A. Lyons »

TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		143 115 \$	125 709 \$	418 897 \$	326 789 \$
Financement de sociétés		98 978	112 629	233 925	186 681
Honoraires de consultation		40 698	31 957	110 008	81 442
Négociation à titre de contrepartiste		30 776	29 138	90 633	77 874
Intérêts		12 703	6 861	37 275	17 830
Autres		5 330	3 148	15 021	10 181
		331 600	309 442	905 759	700 797
CHARGES					
Rémunération au rendement		166 719	158 631	455 958	366 205
Charges salariales		29 220	26 537	85 405	70 608
Frais de négociation		24 575	16 521	65 537	47 781
Locaux et matériel		10 647	10 511	30 824	29 467
Communications et technologie		16 575	14 558	46 776	41 379
Intérêts		5 903	4 171	19 715	12 347
Frais d'administration		26 689	23 108	71 665	59 876
Amortissement		5 675	6 916	18 511	17 058
Frais de développement		4 661	1 512	12 573	4 477
Frais de restructuration	21	—	—	1 316	6 704
Frais connexes aux acquisitions		170	—	1 343	6 548
Perte sur extinction de débentures convertibles	14	—	—	13 500	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	157	94	415	302
		290 991	262 559 \$	823 538	662 752 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat		40 609	46 883	82 221	38 045
Charge d'impôt sur le résultat					
Exigible		6 414	7 738	19 690	9 338
Différée		1 737	2 547	(1 703)	1 927
	11	8 151	10 285	17 987	11 265
Résultat net de la période		32 458 \$	36 598 \$	64 234 \$	26 780 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de GCGI		32 457 \$	34 432 \$	62 975 \$	24 685 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1 \$	2 166 \$	1 259 \$	2 095 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		97 163	92 030	96 117	92 541
Après dilution		129 169	113 613	127 633	105 383
Résultat par action ordinaire					
De base	16	0,31 \$	0,35 \$	0,58 \$	0,19 \$
Après dilution	16	0,25 \$	0,29 \$	0,48 \$	0,17 \$
Dividendes par action ordinaire	17	0,01 \$	0,01 \$	0,03 \$	0,03 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	17	0,24 \$	0,24 \$	0,72 \$	0,72 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	17	0,31 \$	0,31 \$	0,93 \$	0,93 \$

Voir les notes c-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat net de la période	32 458 \$	36 598 \$	64 234 \$	26 780 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des établissements à l'étranger	18 749	6 571	(8 495)	(10 114)
Résultat global de la période	51 207 \$	43 169 \$	55 739 \$	16 666 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	51 421 \$	41 014 \$	54 045 \$	13 740 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(214) \$	2 155 \$	1 694 \$	2 926 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	15	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		649 846	641 449
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		233	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(32 073)	(27 606)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par la fiducie pour les avantages du personnel		38 657	26 581
Actions émises dans le cadre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle	9	16 807	—
Actions annulées		(7 026)	—
Actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(2 857)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		1 320	1 847
Actions ordinaires à la fin de la période	16	664 907	642 271
Bons de souscription au début et à la fin de la période	16	1 975	1 975
Débiteures convertibles – capitaux propres, au début de la période	14	2 604	2 604
Composante capitaux propres des débiteures convertibles émises au cours de la période, nets d'impôt	14	2 552	—
Débiteures convertibles – capitaux propres, à la fin de la période		5 156	2 604
Surplus d'apport au début de la période		145 426	85 405
Paiements fondés sur des actions, montant net		(23 814)	7 679
Actions annulées		509	—
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	9	(27 315)	—
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		260	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(1 042)	(971)
Surplus d'apport à la fin de la période		94 024	92 113
Résultats non distribués (déficit) au début de la période		(277 472)	(267 559)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		62 975	24 685
Dividendes sur actions privilégiées	17	(7 053)	(7 242)
Dividendes sur actions ordinaires	17	(15 389)	(12 481)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de la période		(236 939)	(262 597)
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		113 332	95 270
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(8 930)	(10 945)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		104 402	84 325
Total des capitaux propres		839 166	766 332
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		13 571	11 858
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(506)	692
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 694	2 926
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	9	(9 697)	—
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(2 724)	(3 445)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		2 338	12 031
Total des capitaux propres		841 504 \$	778 363 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2018	31 décembre 2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		64 234 \$	26 780 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		18 511	17 058
Recouvrement d'impôt différé		(1 703)	1 927
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	18	19 783	36 058
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	415	302
Perte sur extinction de débetures convertibles		13 500	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des titres détenus		(239 820)	269 868
Diminution des créances clients		301 430	1 637 201
(Augmentation) diminution de l'impôt sur le résultat à recevoir, montant net		(8 430)	14 803
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		137 342	(302 988)
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(201 869)	(1 722 589)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		103 393	(21 580)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dettes bancaires		5 903	(22 513)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(32 073)	(27 606)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(6 517)	—
Produit d'un emprunt bancaire		—	66 864
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(15 389)	(12 482)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(7 053)	(7 241)
Produit tiré des débetures convertibles		56 699	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 570	(2 978)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(1 171)	(4 647)
Acquisition de Hargreave Hale Limited, nette de la trésorerie acquise		—	(54 475)
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		(7 547)	—
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	9	(14 431)	—
Achat de placements		(4 063)	—
Participation dans une entreprise associée		(2 500)	(2 500)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(29 712)	(61 622)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(7 177)	1 284
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie		68 074	(84 896)
Situation de trésorerie au début de la période		862 838	677 769
Situation de trésorerie à la fin de la période		930 912 \$	592 873 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		37 567 \$	17 708 \$
Intérêts payés		18 018 \$	11 669 \$
Impôt sur le résultat payé		28 892 \$	5 715 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGL »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Singapour et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débiteurs subordonnés de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2018 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2018 ») déposés sur SEDAR le 6 juin 2018. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2018.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 13 février 2019.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes de crédit attendues, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (note 8).

NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés du 31 mars 2018, à l'exception que la Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-après à compter du 1^{er} avril 2018 :

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 se résume ainsi :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant des actifs financiers, soit en vendant des actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société et remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui repose sur l'adoption d'une politique en matière d'évaluation et qui utilise l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée de manière à effectuer des estimations prospectives et à tenir compte d'autres considérations, le cas échéant.

- Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et, par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée selon les facteurs prospectifs, le cas échéant. La provision ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société n'applique pas la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable devrait être comptabilisée dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur relatif à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement de transactions auprès des clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués au début de la période au 1^{er} avril 2018 et pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 n'est pas significative.
- Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou les pertes de change et les produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

NOTE 04**Titres détenus et titres vendus à découvert**

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	447 764 \$	339 995 \$	254 671 \$	220 792 \$
Actions et débetures convertibles	261 273	98 353	214 546	80 214
	709 037 \$	438 348 \$	469 217 \$	301 006 \$

Au 31 décembre 2018, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2019 à 2098 (de 2018 à 2098 au 31 mars 2018) et portaient intérêt à des taux allant de 0,0 % à 14,0 % (de 0,0 % à 14,0 % au 31 mars 2018).

NOTE 05 Instruments financiers

Au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 décembre 2018	31 mars 2018	31 décembre 2018	31 mars 2018	31 décembre 2018	31 mars 2018	31 décembre 2018	31 mars 2018
Actifs financiers								
Titres détenus	702 726 \$	462 741 \$	6 311 \$	6 476 \$	— \$	— \$	709 037 \$	469 217 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	854 130	1 405 380	854 130	1 405 380
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	413 602	333 434	413 602	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	361 361	330 369	361 361	330 369
Autres créances clients	—	—	—	—	259 507	146 654	259 507	146 654
Placements	4 063	—	—	—	—	—	4 063	—
Total des actifs financiers	706 789 \$	462 741 \$	6 311 \$	6 476 \$	1 888 600 \$	2 215 837 \$	2 601 700 \$	2 685 054 \$
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	438 348 \$	301 006 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	438 348 \$	301 006 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	662 375	1 051 546	662 375	1 051 546
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 391 260	1 228 201	1 391 260	1 228 201
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	365 185	359 207	365 185	359 207
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	—	—	—	—	126 964	57 081	126 964	57 081
Contrepartie différée	—	—	—	—	9 553	9 997	9 553	9 997
Contrepartie éventuelle	—	—	—	—	51 572	49 844	51 572	49 844
Billet payable	—	—	—	—	5 733	—	5 733	—
Emprunt bancaire	—	—	—	—	63 834	71 437	63 834	71 437
Total des passifs financiers	438 348 \$	301 006 \$	— \$	— \$	2 683 976 \$	2 834 813 \$	3 122 324 \$	3 135 819 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 31 décembre 2018, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 décembre 2018	Juste valeur estimée		
		31 décembre 2018		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	65 767 \$	— \$	65 767 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	381 997	108 190	273 807	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	447 764	108 190	339 574	—
Actions	260 918	165 438	95 239	241
Débetures convertibles	355	—	355	—
Actions et débetures convertibles	261 273	165 438	95 594	241
	709 037 \$	273 628 \$	435 168 \$	241 \$
Placements	4 063	—	—	4 063
	713 100	273 628	435 168	4 304
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(768) \$	— \$	(768) \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	(339 099)	(98 288)	(240 811)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(339 867)	(98 288)	(241 579)	—
Actions	(98 481)	(78 516)	(19 965)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(98 481)	(78 516)	(19 965)	—
	(438 348)	(176 804)	(261 544)	—
Contrepartie différée¹	(9 553)	—	—	(9 553)
Contrepartie éventuelle¹	(51 572)	—	—	(51 572)
Billet payable¹	(5 733)	—	—	(5 733)
	(505 206) \$	(176 804) \$	(261 544) \$	(66 858) \$

¹⁾ La contrepartie éventuelle et la contrepartie différée sont réglées en espèces et le billet payable peut être réglé en totalité ou en partie en actions au gré de la Société. Ils sont classés comme des passifs financiers, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au 31 mars 2018, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2018	Juste valeur estimée		
		31 mars 2018		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 794 \$	— \$	13 794 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	240 877	30 593	210 284	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	254 671	30 593	224 078	—
Actions	214 086	165 546	48 404	136
Débetures convertibles	460	—	460	—
Actions et débetures convertibles	214 546	165 546	48 864	136
	469 217 \$	196 139 \$	272 942 \$	136 \$
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(4 836) \$	— \$	(4 836) \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	(215 956)	(34 388)	(181 568)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(220 792)	(34 388)	(186 404)	—
Actions	(79 011)	(66 714)	(12 297)	—
Débetures convertibles	(1 203)	—	(1 203)	—
Actions et débetures convertibles	(80 214)	(66 714)	(13 500)	—
	(301 006)	(101 102)	(199 904)	—
Contrepartie différée	(9 997)	—	—	(9 997)
Contrepartie éventuelle	(49 844)	—	—	(49 844)
	(360 847) \$	(101 102) \$	(199 904) \$	(59 841) \$

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2018	(59 705) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle	(4 000)
Ajout d'une contrepartie différée	(742)
Ajout d'un billet payable	(5 594)
Achat de placements	4 063
Réévaluation de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle et du billet payable – fluctuations de change	3 424
Solde au 31 décembre 2018	(62 554) \$

Outre une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 56,4 millions \$ comptabilisées dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 et incluses dans les passifs financiers de niveau 3, une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 4,7 millions \$ étaient incluses dans le total du prix des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement « Jitneytrade ») (note 8). Il y avait également un billet payable de 5,7 millions \$ au 31 décembre 2018 lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 (note 9). La contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont réglées en espèces et le billet payable australien peut être réglé en partie ou en totalité en actions au gré de la Société, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société a également investi 4,1 millions \$ dans Family Office Networks Inc. (« FON ») et Capital Markets Gateway Inc. (« CMG »), qui ont été inscrites à titre d'instruments financiers de niveau 3, étant donné que ces placements ne sont pas liés à des données observables ou à des indicateurs du marché (note 7).

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,3 millions \$ (4,1 millions €) au 31 décembre 2018 (6,4 millions \$ au 31 mars 2018 (4,1 millions €)). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

ii. Instruments financiers de niveau 3

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme étant des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des instruments financiers évalués à la JVRN sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société a investi 4,1 millions \$ dans FON et CMG, qui ont été classées comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que ces placements ne sont pas liés à des données observables ou à des indicateurs du marché (note 7).

La juste valeur des placements évalués à la JVRN au 31 décembre 2018 s'établissait à 4,3 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale et de Jitneytrade (note 8), ainsi que le billet payable dans le cadre de l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (note 9). La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 31 décembre 2018.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,37 \$ US	1,37 \$ (\$ CA/\$ US)	2 janvier 2019	4 \$
Pour acheter des dollars américains	—	—	—	—

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	17,7 \$ US	1,28 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	(240) \$
Pour acheter des dollars américains	2,1 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	3 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et conclut des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 décembre 2018, leur échéance moyenne pondérée était de 64 jours (85 jours au 31 mars 2018). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	1 283 \$	1 168 \$	137 535 \$	847 \$	747 \$	141 662 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur des obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur des obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 12,2 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 8,3 millions \$ (6,4 millions \$ US) (position acheteur de néant au 31 mars 2018).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie
31 décembre 2018	217 244 \$	45 428 \$	65 387 \$	284 579 \$
31 mars 2018	185 042 \$	36 359 \$	52 685 \$	227 677 \$

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 5,9 millions \$ (3,4 millions £) (néant au 31 mars 2018).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 31 décembre 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale Limited (note 8). Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société a effectué un remboursement de 2,7 millions £ (4,5 millions \$). Au 31 décembre 2018, la Société avait un solde impayé de 36,9 millions £ (63,8 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (39,4 millions £ (71,4 millions \$) au 31 mars 2018). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 décembre 2018 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire de 40,0 millions £ lié à l'acquisition de Hargreave Hale, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 654,6 millions \$. Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 décembre 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé sur ces autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ au 31 mars 2018 (2,0 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	854 130 \$	1 405 380 \$
Clients	413 602	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	361 361	330 369
Autres	259 507	146 654
	1 888 600 \$	2 215 837 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	662 375 \$	1 051 546 \$
Clients	1 391 260	1 228 201
Autres	365 185	359 207
	2 418 820 \$	2 638 954 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,95 % à 8,25 % et de 0,00 % à 0,15 % au 31 décembre 2018, et respectivement de 6,45 % à 7,50 % et de 0,00 % à 0,45 % au 31 mars 2018).

Au 31 décembre 2018, la provision pour créances douteuses était de 3,6 millions \$ (3,4 millions \$ au 31 mars 2018).

NOTE 07 Placements

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Placements	6 184 \$	2 035 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 parts de catégorie B de Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC ») pour un montant de 2,5 millions \$ à un prix de 3,00 \$ par part. CGAC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 13 août 2018, CGAC a annoncé la clôture (« la clôture ») de la transaction admissible par la suite de laquelle elle a fusionné avec Spark Power Corp. En parallèle avec la clôture de la transaction, CGAC a été renommée Spark Power Group Inc. (« Spark Power »). Par suite de la clôture, la Société n'est plus réputée exercer une influence importante sur les activités de Spark Power. Par conséquent, le placement dans Spark Power est comptabilisé comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les titres négociables dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 parts de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (« CGGC ») pour un montant de 2,5 millions \$ à un prix de 3,00 \$ par part. CGGC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque part de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGC et est réputée exercer une influence importante sur ses activités. Par conséquent, le placement dans CGGC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la quote-part de la Société au titre de la perte nette de CGGC a été de 0,4 million \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (« FON ») pour un montant de 1,0 million \$ US (1,3 million \$ au 31 décembre 2018) à un prix de 112,50 \$ par part. FON offre un éventail de services de gestion financière à ses clients. La Société n'est pas réputée exercer une influence importante sur les activités de FON. Par conséquent, le placement dans FON est comptabilisé comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 579 206 actions privilégiées de série A de Capital Markets Gateway Inc. (« CMG ») pour un montant de 2,0 millions \$ US (2,7 millions \$ au 31 décembre 2018) à un prix de 3,453 \$ par part. CMG offre un éventail complet de services de gestion financière à ses clients. La Société n'est pas réputée exercer une influence importante sur les activités de CMG. Par conséquent, le placement dans CMG est comptabilisé comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

NOTE 08 Regroupement d'entreprises

Le 25 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc., directement et indirectement par l'achat de Finlogik Capital Inc. (collectivement, « Jitneytrade »). Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. L'acquisition a été conclue le 6 juin 2018. Cette acquisition sert à soutenir la stratégie de croissance du marché intermédiaire de la Société en améliorant sa part de marché sur le plan des activités de négociation d'actions et en donnant l'accès à de nouveaux secteurs de croissance grâce à l'accélération du développement d'une offre de produits en technologie financière améliorée. Le prix d'acquisition total a été de 14,8 millions \$, dont une tranche de 10,1 millions \$ a été versée à la clôture, en plus d'une contrepartie différée additionnelle de 0,7 million \$ payable le 8 juin 2020. En outre, une contrepartie éventuelle estimée à 4,0 millions \$ est payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans, en fonction de certaines mesures de la performance. Une tranche de 1,3 million \$ de la contrepartie totale est détenue en main tierce et sera versée sur une période pouvant aller jusqu'au 8 juin 2020.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	10 058 \$
Contrepartie différée	744
Contrepartie éventuelle	4 000
	<hr/>
	14 802 \$

ACTIF NET ACQUIS

Trésorerie	2 511 \$
Créances clients	4 896
Autres immobilisations corporelles	3 114
Passifs	(6 790)
Immobilisations incorporelles identifiables	1 922
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(509)
Goodwill	9 658
	<hr/>
	14 802 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 1,9 million \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 9,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition pourrait atteindre 4,0 millions \$ à la date d'acquisition et serait payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du coût d'acquisition sont préliminaires. Le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Jitneytrade sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade ont totalisé 1,2 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les contributions de Jitneytrade aux produits des activités ordinaires et à la perte nette, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevées respectivement à 11,4 millions \$ et 0,5 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Jitneytrade avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2018 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 922,4 millions \$ et 65,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Ces chiffres sont fondés sur des résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

La répartition préliminaire du prix d'acquisition de Hargreave Hale Limited, dont l'acquisition a été conclue le 18 septembre 2017, a été finalisée au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, soit avant la fin de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition au cours de laquelle des modifications peuvent être effectuées selon l'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*. La répartition du prix d'acquisition présentée dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018 n'a subi aucune modification.

NOTE 09**Participations dans d'autres entités**

Le 10 août 2018, la Société a réalisé l'acquisition (« l'acquisition ») d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. La transaction augmente la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Limited pour la faire passer de 50 % à 80 %. Une tranche additionnelle de 5 % (8 % au 31 mars 2018) des actions émises de Canaccord Genuity (Australia) Limited est détenue par CGA Employee Share Trust qui est considérée comme étant contrôlée par la Société selon l'IFRS 10. Par conséquent, la Société détient une participation donnant le contrôle de 85 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (58 % au 31 mars 2018).

La contrepartie d'acquisition au 10 août 2018 était de 37,0 millions \$ (38,5 millions \$ AU) dont un montant de 14,4 millions \$ (15,0 millions \$ AU) au comptant, un billet payable de 5,8 millions \$ (6,0 millions \$ AU) et 2 331 132 actions d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU). Les actions sont assujetties à une convention d'entiercement de trois ans et libérées chaque année. Le règlement du billet payable, portant intérêt à 4,0 % par année, peut être effectué en espèces ou en actions au gré de la Société et est payable d'ici le 9 février 2020.

Compte tenu de l'acquisition des participations ne donnant pas le contrôle, la Société a comptabilisé une réduction de 9,7 millions \$ au titre de sa participation ne donnant pas le contrôle et de 27,3 millions \$ au titre de son surplus d'apport au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

NOTE 10**Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Total
Montant brut								
Solde au 31 mars 2018	580 606 \$	44 930 \$	123 174 \$	35 401 \$	14 153 \$	196 \$	40 238 \$	258 092 \$
Ajouts	9 658	—	1 922	1 020	—	—	—	2 942
Change	(7 564)	—	(4 027)	(1 438)	—	—	(1 834)	(7 299)
Solde au 31 décembre 2018	582 700	44 930	121 069	34 983	14 153	196	38 404	253 735
Amortissement et dépréciation cumulés								
Solde au 31 mars 2018	(322 632)	—	(61 778)	(19 373)	(14 153)	(196)	(1 835)	(97 335)
Amortissement	—	—	(8 463)	(1 780)	—	—	(1 739)	(11 982)
Change	—	—	1 529	701	—	—	73	2 303
Solde au 31 décembre 2018	(322 632)	—	(68 712)	(20 452)	(14 153)	(196)	(3 501)	(107 014)
Valeur comptable nette								
31 mars 2018	257 974	44 930	61 396	16 028	—	—	38 403	160 757
31 décembre 2018	260 068 \$	44 930 \$	52 357 \$	14 531 \$	— \$	— \$	34 903 \$	146 721 \$

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial, de Hargreave Hale et de Jitneytrade comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, le contrat de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de les utiliser dans l'avenir.

Par suite de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a comptabilisé un goodwill de 9,7 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 1,9 million \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui est amorti sur huit ans (note 8).

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 décembre 2018	31 mars 2018	31 décembre 2018	31 mars 2018	31 décembre 2018	31 mars 2018
UGT de Canaccord Genuity						
Canada (Genuity)	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
Canada (Jitneytrade)	—	—	9 658	—	9 658	—
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	93 296	97 754	93 296	97 754
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial Ltd. (« Eden »))	—	—	10 270	10 761	10 270	10 761
Royaume-Uni et Europe (Hargreave Hale)	—	—	54 770	57 385	54 770	57 385
	44 930 \$	44 930 \$	260 068 \$	257 974 \$	304 998 \$	302 904 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes au 31 décembre 2018.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont comptabilisé le goodwill à sa valeur comptable en date du 31 décembre 2018 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada (Genuity) et Canada (Jitneytrade) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2018). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme elles sont décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuel composé sur cinq ans de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2018) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada, Canada (Genuity) et Canada (Jitneytrade) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2018).

NOTE 11 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (26,0 % à l'exercice 2018)	10 964 \$	12 188 \$	22 199 \$	9 890 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(875)	531	(1 460)	(1 892)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	789	170	4 236	1 247
Paiements fondés sur des actions	1 031	(3 418)	130	(593)
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(3 253)	(107)	(4 530)	65
Autres	659	232	175	(246)
Incidence des variations des taux d'imposition sur les différences temporaires	—	6 201	—	6 201
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires antérieurement non comptabilisées	(1 164)	(5 512)	(2 763)	(3 407)
Charge d'impôt – exigible et différée	8 151 \$	10 285 \$	17 987 \$	11 265 \$

NOTE 12 Dette subordonnée

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,95 % et 7,45 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 13 Emprunt bancaire

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Emprunt	64 577 \$	72 500 \$
Moins : frais de financement non amortis	(743)	(1 063)
	63 834	71 437
Tranche à court terme	9 238	9 679
Tranche à long terme	54 596	61 758

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale (note 8), une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang d'un montant de 40,0 millions £ aux fins du financement d'une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, la Société a effectué un remboursement de 2,7 millions £ (4,5 millions \$).

Au 31 décembre 2018, la Société avait un solde impayé de 36,9 millions £ (63,8 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 décembre 2018 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

NOTE 14 Débentures convertibles

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	126 964 \$	5 156 \$	57 081 \$	2 604 \$

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les « débentures offertes »). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel combiné avec le

produit brut issu des débetures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débetures offertes, les « débetures convertibles »). La Société a utilisé le produit de la vente des débetures convertibles pour racheter les débetures subordonnées convertibles non garanties de 60,0 millions \$ émises en 2016. Le montant résiduel du produit servira à financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, nets du passif d'impôt différé, s'est élevé à 129,2 millions \$.

Les débetures subordonnées non garanties convertibles de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016 étaient réputées éteintes aux fins comptables, selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Par conséquent, le passif lié aux débetures éteintes a été décomptabilisé dans les états de la situation financière consolidés au 31 décembre 2018 et la Société a comptabilisé une perte de 13,5 millions \$ au titre de l'extinction au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Les débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débetures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Les débetures sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif est calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 7 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

NOTE 15 Actions privilégiées

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés du 31 mars 2018.

NOTE 16 Actions ordinaires et bons de souscription

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions ordinaires				
Émises et entièrement libérées	782 760 \$	114 857 175	772 746 \$	113 522 629
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(3 778)	(33 680)	(5 098)	(654 322)
Détenues dans le cadre du RILT	(111 218)	(18 086 283)	(117 802)	(19 814 432)
Actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(2 857)	(478 400)	—	—
	664 907 \$	96 258 812	649 846 \$	93 053 875
	31 décembre 2018		31 mars 2018	
Bons de souscription	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 438 412	1 975 \$	3 438 412

Les conditions relatives aux bons de souscription sont présentées dans les états financiers consolidés du 31 mars 2018.

i] AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2018	113 522 629	772 746 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	32 114	233
Actions émises en lien avec l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	2 331 132	16 807
Actions annulées	(1 028 700)	(7 026)
Solde au 31 décembre 2018	114 857 175	782 760 \$

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche permet à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 152 200 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, 876 500 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle, et 29 500 actions ont été achetées et n'ont pas encore été annulées au 31 décembre 2018.

En outre, la Société a conclu un régime d'achat d'actions automatique non résiliable avec un courtier désigné au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2019 à la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Par conséquent, la Société a accumulé une charge à payer de 2,9 millions \$ au 31 décembre 2018, correspondant à l'estimation de la valeur du nombre maximal d'actions (478 400) que la Société s'est engagée à acheter dans le cadre du régime d'achat d'actions automatique non résiliable.

iii] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	32 457 \$	34 432 \$	62 975 \$	24 685 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 351)	(2 351)	(7 053)	(7 242)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	30 106	32 081	55 922	17 443
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	97 162 550	92 030 048	96 116 700	92 540 647
Résultat de base par action	0,31 \$	0,35 \$	0,58 \$	0,19 \$
Résultat par action ordinaire après dilution				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	30 106	32 081	55 922	17 443
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	1 701	841	5 476	s. o.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	31 807	32 922	61 398	17 443
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	97 162 550	92 030 048	96 116 700	92 540 647
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	16 865 445	11 088 472	16 922 202	11 556 062
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	782 359	s. o.	873 288	s. o.
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	—	s. o.	—	s. o.
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	1 053 053	s. o.	415 451	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	33 151	1 263 698	33 170	1 286 191
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	9 230 769	13 272 500	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	129 169 058	113 612 987	127 633 311	105 382 900
Résultat par action ordinaire après dilution	0,25 \$	0,29 \$	0,48 \$	0,17 \$

Le billet payable émis en contrepartie de l'acquisition au titre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle peut être réglé en totalité ou en partie en actions au gré de la Société (note 9). Ainsi, conformément à l'IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires aux fins du calcul du RPA après dilution est augmenté par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires supplémentaires qui auraient été en circulation, en présupposant que le billet payable est réglé en actions.

NOTE 17

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
30 novembre 2018	10 décembre 2018	0,01 \$	1 157 \$
31 août 2018	10 septembre 2018	0,01 \$	1 157 \$
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,12 \$	13 626 \$

Le 13 février 2019, le conseil a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire, payable le 15 mars 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mars 2019 (note 22).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
14 décembre 2018	31 décembre 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
14 septembre 2018	1 ^{er} octobre 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 13 février 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} avril 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 15 mars 2019 (note 22).

Le 13 février 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} avril 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 15 mars 2019 (note 22).

NOTE 18

Régimes de paiement fondé sur des actions

i) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), ou le « régime », des unités d'actions temporairement incessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont donc assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 4 661 519 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 31 décembre 2018 (7 100 298 UATI le 31 décembre 2017). Les fiducies ont acquis 4 485 030 actions ordinaires au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 (5 255 670 actions ordinaires le 31 décembre 2017).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 s'est établie à 7,06 \$ (4,98 \$ au 31 décembre 2017).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2018	20 130 388
Attributions	4 661 519
UATI dont les droits sont acquis	(6 193 169)
UATI auxquelles il a été renoncé	(74 075)
Attributions en cours au 31 décembre 2018	18 524 663

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2018	19 814 432
Actions acquises	4 485 030
Actions libérées à l'acquisition des droits	(6 213 179)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 décembre 2018	18 086 283

ii] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du prix du marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisée dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 6,7 millions \$ au 31 décembre 2018 (6,1 millions \$ au 31 mars 2018).

iii] OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 décembre 2018 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2018	—	— \$
Attribuées	6 220 000	6,76
Exercées	—	—
Solde au 31 décembre 2018	6 220 000	6,76 \$

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possibles de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont servi à déterminer le modèle de simulation Monte Carlo pour les attributions faites au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une charge de rémunération de 1,8 million \$ a été comptabilisée.

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

iv] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Régime d'intéressement à long terme	4 669 \$	11 712 \$	17 007 \$	34 822 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	279	300	314	894
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	176	—	161	—
Options sur actions liées au rendement	1 062	595	1 801	342
UALR (réglées en trésorerie)	—	—	500	—
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	6 186 \$	12 607 \$	19 783 \$	36 058 \$

NOTE 19

Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Créances clients	79 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 131 \$	1 527 \$

NOTE 20

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity, de Jitneytrade et à la participation initiale de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les trimestres clos les

	31 décembre 2018				31 décembre 2017			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Commissions et honoraires	49 398 \$	93 717 \$	— \$	143 115 \$	36 551 \$	89 157 \$	1 \$	125 709 \$
Financement de sociétés	84 399	14 579	—	98 978	96 198	16 431	—	112 629
Honoraires de consultation	40 049	649	—	40 698	32 097	(140)	—	31 957
Négociation à titre de contrepartiste	30 746	53	(23)	30 776	29 115	23	—	29 138
Intérêts	3 522	5 578	3 603	12 703	1 944	3 162	1 755	6 861
Autres	1 259	1 403	2 668	5 330	298	740	2 110	3 148
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	169 443	88 727	16 255	274 425	153 807	82 689	13 370	249 866
Amortissement	1 639	3 910	126	5 675	2 312	4 217	387	6 916
Frais de développement	135	4 482	44	4 661	88	1 385	39	1 512
Charges d'intérêts	2 432	847	2 624	5 903	1 895	1 093	1 183	4 171
Frais connexes aux acquisitions	—	170	—	170	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	157	157	—	—	94	94
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	35 724	17 843	(12 958)	40 609	38 101	19 989	(11 207)	46 883
Imputations intersectorielles	4 628	3 030	(7 658)	—	3 835	3 667	(7 502)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	31 096 \$	14 813 \$	(5 300) \$	40 609 \$	34 266 \$	16 322 \$	(3 705) \$	46 883 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les

	31 décembre 2018				31 décembre 2017			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Commissions et honoraires	134 355 \$	284 542 \$	— \$	418 897 \$	114 363 \$	212 427 \$	(1) \$	326 789 \$
Financement de sociétés	196 417	37 508	—	233 925	156 011	30 670	—	186 681
Honoraires de consultation	108 606	1 402	—	110 008	81 442	—	—	81 442
Négociation à titre de contrepartiste	90 617	39	(23)	90 633	77 693	177	4	77 874
Intérêts	10 475	18 313	8 487	37 275	5 757	8 225	3 848	17 830
Autres	3 809	2 877	8 335	15 021	1 603	2 388	6 190	10 181
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	449 871	260 882	45 412	756 165	385 550	193 565	36 201	615 316
Amortissement	5 549	12 225	737	18 511	7 168	8 890	1 000	17 058
Frais de développement	309	12 146	118	12 573	473	3 855	149	4 477
Charges d'intérêts	7 612	3 706	8 397	19 715	6 853	1 373	4 121	12 347
Frais de restructuration	1 316	—	—	1 316	4 704	2 000	—	6 704
Frais connexes aux acquisitions	1 173	170	—	1 343	—	6 548	—	6 548
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	13 500	13 500	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	415	415	—	—	302	302
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	78 449	55 552	(51 780)	82 221	32 121	37 656	(31 732)	38 045
Imputations intersectorielles	13 043	10 048	(23 091)	—	12 018	12 299	(24 317)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	65 406 \$	45 504 \$	(28 689) \$	82 221 \$	20 103 \$	25 357 \$	(7 415) \$	38 045 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Canada	143 252 \$	126 791 \$	374 401 \$	263 889 \$
Royaume-Uni et Europe	100 319	93 167	271 392	230 122
États-Unis	81 747	67 384	231 911	169 855
Australie	6 296	22 117	28 080	36 920
Autres établissements à l'étranger	(14)	(17)	(25)	11
	331 600 \$	309 442 \$	905 759 \$	700 797 \$

NOTE 21 Provisions et éventualités**PROVISIONS**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2018	3 253 \$	5 175 \$	8 428 \$
Ajouts	2 946	1 316	4 262
Utilisées	(672)	(4 457)	(5 129)
Solde au 31 décembre 2018	5 527 \$	2 034 \$	7 561 \$

La provision pour frais de restructuration comptabilisée au cours de la période close le 31 décembre 2018 a trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la restructuration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 décembre 2018, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 31 décembre 2018, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Il n'y a pas eu de changements supplémentaires aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux présentés aux notes 26 et 27 de ses états financiers consolidés au 31 mars 2018 et à la note 20 de ses états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

NOTE 22 Événements postérieurs à la date de clôture**i) ACQUISITIONS**

Le 29 janvier 2019, la Société a annoncé qu'elle a fait l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd., société de services consultatifs financiers indépendante établie au Royaume-Uni, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Cette acquisition s'inscrit dans l'objectif de la Société qui consiste à élargir sa présence nationale et son offre de services de placement et de planification patrimoniale entièrement intégrés. Étant donné que la transaction a été conclue après le 31 décembre 2018, la répartition préliminaire du prix d'acquisition n'a pas été incluse dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

Le 13 février 2019, la Société a annoncé qu'elle a acquis la totalité des activités de Petsky Prunier LLC. (« Petsky Prunier »), petit cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan établi à New York, dans le cadre d'un achat d'actifs pour une contrepartie initiale de 40 millions \$ (30 millions \$ US) au comptant et de 20 millions \$ (15 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société qui seront émises sur une période de trois ans. Une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 53,2 millions \$ (40 millions \$ US) sera versée au comptant sur une période de quatre ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de produits au cours de ladite période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, Petsky Prunier a généré des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$ US. Tous les associés clés de Petsky Prunier ont conclu des contrats d'emploi avec la Société. Cette acquisition cadre avec l'objectif de la Société visant l'expansion de sa base de coûts fixes dans cette région et la diversification de ses sources de produits, à l'appui de l'élargissement de la gamme de produits et de services offerts aux clients en vue de saisir une part de marché plus importante dans ses secteurs dominants. Étant donné que la transaction a été conclue après le 31 décembre 2018, la répartition préliminaire du prix d'acquisition n'a pas été incluse dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018.

ii) DIVIDENDES

Le 13 février 2019, le conseil a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire, payable le 15 mars 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mars 2019 (note 17).

Le 13 février 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} avril 2018 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2019 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} avril 2019 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2019 (note 17).

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Canaccord Genuity Group Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver, BC, Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC
V7Y 1H2, Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Débitures subordonnées de premier rang non garanties convertibles
Bourse de Toronto : CF.DA.A

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel 2018 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T4/2019	5 juin 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019
T1/2020	7 août 2019	13 septembre 2019	30 septembre 2019	30 août 2019	10 septembre 2019
T2/2020	6 novembre 2019	20 décembre 2019	31 décembre 2019	29 novembre 2019	10 décembre 2019
T3/2020	5 février 2020	20 mars 2020	31 mars 2020	28 février 2020	10 mars 2020

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)